n° 91

révolution

rec

égalité

démocratie

avril 2008

1€

www.jcr-red.org

Jeunesses communistes révolutionnaires

Pour lutter contre ce système, il nous faut un outil de combat



Participez aux comités pour un nouveau parti anticapitaliste !

Suppressions de postes de profs, DHG, classes surchargées, éducation à deux vitesses...

Vers une riposte d'ensemble de l'Education Nationale !

Le 18 mars était un début !

L'année dernière, Sarko déclarait vouloir supprimer 11 700 postes de profs, on en voit aujourd'hui les conséquences avec les dotations horaires globales (DHG), qui déterminent le nombre d'heures pour chaque option et classe. Ces DHG sont systématiquement revues à la baisse, entraînant des suppressions de postes et de filières.

Pour cette raison, mardi 18 mars a eu lieu une grève de prof très suivie (près de 55 % de grévistes). À Paris, la manif a rassemblé près de 10 000 profs et lycéens. La grève a ensuite été reconduite, par une AG de prof d'une part et une AG lycéenne d'autre part, au jeudi 20. La manif du jeudi a réuni 3 000 personnes.

Cela en parallèle avec les actions locales menées sur les bahuts, dont une grande partie est aujourd'hui en grève reconductible comme à Voltaire, à Paris, ou Jules Ferry, en région parisienne. C'est donc dans une dynamique de mouvement que la grève a été reconduite au jeudi 27.

Attaques en rafale contre l'Éducation

Ces suppressions de postes viennent rejoindre la lourde liste d'attaques contre notre système éducatif. Les réformes Fillon, Robien, LRU… Plus récemment, le rapport Pochard sorti en janvier prévoit, entre autres, la bivalence des profs : notre prof de maths devra aussi nous enseigner la physique alors qu'il n'aura pas été formé pour. D'après ce rapport, les bahuts obtiendront leur financement en fonction de leurs résultats, c'est-à-dire que ceux qui auront les meilleurs résultats auront plus de thunes. Ceci entrainera une augmentation de la sélection. Pour avoir de bons résultats, il faut avoir de bons élèves et le plus simple pour cela c'est de n'accepter que les bons élèves et de virer les autres. Du coup il y aura des bahuts d'élite et des bahuts « poubelle ».



DR.

En réalité, toutes ces attaques font partie d'une offensive globale de la classe dominante contre notre système éducatif, lequel nous donne des qualifications qui nous permettent d'exiger des salaires que la classe dominante dans un contexte de crise financière ne veut plus payer.

Devant un gouvernement motivé, le seul moyen que nous ayons pour gagner c'est la grève. Mais nous ne pourrons pas obtenir le retrait de toutes les DHG et la non-application des suppressions de postes, en se mettant en grève localement. Ce qu'il faut c'est un mouvement massif regroupant des lycéens et des profs de tous les bahuts. La politique de Sarko vient d'être désavouée. Luttons partout en opposant un front unique au gouvernement. Dans tous les quartiers dans toutes les régions, un même droit à l'éducation !

Harrry, [lycée Monet, Paris]

Mobilisation à Nerval

Au lycée Gérard de Nerval (Noisiel, 77), les lycéens se mobilisent aux côtés des profs. L'année prochaine, le Rectorat prévoit des suppressions de postes, la suppression de la classe théâtre, l'imposition massive d'heures supplémentaires et l'augmentation des effectifs dans les classes. Une motion a été votée au CA pour dénoncer cette politique. Une manif a eu lieu à la sous-préfecture et des délégations d'élèves se rendent dans les bahuts des environs.

Le blocage pour les journées d'action a été voté à 66,8 % dans un vote à bulletin secret.

Les lycéens tiennent un blog : http://nerval-mobilise.over-blog.com

Une forte mobilisation à Jules Ferry

Les dotations horaires globales sont tombées dans les lycées. À Jules Ferry (Paris, 9ème), 12 postes de profs sont supprimés. Face à cela les lycéens et les profs s'organisent. Des barrages filtrants ont lieu tous les matins à l'entrée du lycée, plusieurs assemblées générales massives ont été organisées où tout le monde est d'accord pour s'opposer aux suppressions.
Mardi 18 mars, grève nationale dans l'éducation. Les lycéens et profs de Jules Ferry étaient environ 300 en manif. Jeudi 20, ils étaient environ 200 au ministère de l'Éducation. Ces chiffres sont très positifs, mais les lycéens pensent que cela n'est qu'un début. Ils seront sans doute très présents lors de la mobilisation du 27.

Voltaire en colère !

Le lycée Voltaire (Paris 11ème) devrait perdre énormément d'heures et un poste de CPE. Depuis la rentrée de février, la mobilisation est exemplaire : débrayages, manifs, actions au Rectorat… Et surtout blocages reconduits par les profs et les élèves, qui font chacun leurs propres AG et agissent ensemble.

Les réponses du Rectorat frisent le foutage de gueule : une classe de seconde créée… Mais sans les heures qui vont avec !

Il faut maintenant élargir la mobilisation : les parents d'élèves montrent déjà leur solidarité et les profs établissent le lien avec les collèges des environs.

Le Comité d'Action Lycéen sur Chartres

Aujourd'hui, sur Chartres le CAL cherche à organiser la jeunesse lycéenne, regroupant des membres de la JC, des JCR, des sympathisants de LO et des jeunes non encartés. Nous sommes une dizaine de personnes à venir régulièrement en réunion (une vingtaine en période de mouvement), et nous comptons une quarantaine de sympathisants.



Tous avons pour but, à la fois une activité coordonnée sur tous les lycées du secteur afin de lutter plus efficacement contre la politique du gouvernement et ce, depuis le CPE (le CAL a été créé quelques mois plus tard).

En effet, la jeunesse sur Chartres était éclatée et avait en réel besoin d'une organisation qui la regroupe et l'organise, d'autant plus qu'aujourd'hui Sarko et son gouvernement lancent toute une série d'attaques auxquelles il faut riposter.

Ainsi le CAL se réunit chaque semaine pour s'informer sur la nature de ces attaques et appelle au travers d'AG ou de tracts rédigés collectivement, les lycéens à se mobiliser.

Si le CAL avait d'abord pour but la défense de la jeunesse (CPE, décret Robien, LRU, rapport Pochard), nous nous sommes également inscrits dans le Collectif 28 de défense des sans-papiers, car aujourd'hui, c'est une urgence. En effet, à l'heure ou Sarko plonge dans les sondages, celui-ci s'appuie sur son extrême droite et renforce sa politique sécuritaire et répressive.

Nous ne gagnerons qu'en étant organisés, le CAL est un bon exemple pour montrer que seule une jeunesse faisant front commun est capable de se défendre et efficacement lutter contre ce gouvernement.

Tanguy, [Chartres]

Pour une université publique, gratuite et populaire !

On l'a compris, le gouvernement a pour but de nous précariser encore plus : périodes d'essai allongées, contrats de travail bidons et bien entendu diplômes jetables.

Face à cela, il va falloir réagir dans nos facs et mettre à profits notre activité syndicale. Tout d'abord en menant une campagne d'opinion sur le statut social de la jeunesse : c'est la question de l'allocation d'autonomie. La campagne du CROUS de l'UNEF est axée sur cette allocation, il est important pour nous militants de gauche syndicale de nous saisir de cette campagne afin de développer nos propositions : un présalaire social à hauteur du SMIC afin que chaque jeune puisse choisir ses études et son mode de vie sans la pression des parents derrière.

Mais cela ne suffira pas à faire reculer Sarko. Les attaques pleuvent sur les universités et à tous les niveaux.

Au niveau local, les présidents d'universités essayent de rendre l'accès aux diplômes de qualité plus difficile. Les batailles locales sont essentielles : contre les notes éliminatoires à Paris 7, contre la suppression des Lettres Classiques à Nanterre et même contre la mise en place de l'orientation active un peu partout… Faire une campagne syndicale sur ces questions afin de lancer la lutte est fondamental pour commencer à mettre une claque à la politique des plus riches. Et ces batailles montreront que nous ne voulons pas de l'avenir que dessine Pecresse avec son « opération campus » : en menant les luttes locales, on doit être en capacité d'expliquer le lien avec ce qui est préparé au niveau national et donc d'expliquer les réformes. Derrière tout cela, c'est le combat syndical contre le système « facs d'élite vs facs poubelles » que nous devons préparer. Il faut monter à Sarkozy et ses amis qu'on ne veut pas de dix pôles d'excellence. Ce qu'on veut, c'est un accès à l'enseignement public de qualité pour tous.

Minoushka, [Nanterre]



Mobilisation des étudiants en travail social

Depuis début mars, les étudiants en travail social sont en grève contre la modalité d'application d'un décret de la loi « d'égalité des chances » (qui contenait le CPE) prévoyant la gratification des stages. La loi prévoit une obligation, pour les stages de plus de trois mois, d'une rémunération financière uniquement dans les entreprises. Du coup les entreprises privées refusent massivement les étudiants en quête de stage, ceux-ci étant donc souvent obligés de se rabattre vers le secteur public où la loi ne s'applique pas.

Outre le fait que cela constitue une entrave dans le choix du secteur professionnel pour effectuer son stage, cela ne règle pas le problème du travail non payé pour les étudiants stagiaires.



DR.

À l'heure où ces lignes sont écrites une manifestation nationale est prévu à Paris le 26 mars ainsi que des rassemblements dans plusieurs villes de province. Une coordination nationale des étudiants en travail social et prévu à Bordeaux le 28 mars.

Gageons que la mobilisation s'étendra et que le gouvernement se verra contraint d'étendre la gratification des stages à tous les secteurs.

Les étudiants bretons se sont dotés d'un blog : http://www.gratificationpourtous.blogspot.com

Molinier, [Argenteuil]

Élections municipales et cantonales

Ces élections municipales et cantonales marquent une forte progression de la gauche et la perte de plusieurs dizaines de grandes villes par la droite. Plusieurs conseils généraux basculent à gauche (dont un au PCF), creusant ainsi l'écart gauche-droite en faveur de la gauche. L'abstention dans les quartiers populaires a été une des plus fortes enregistrées depuis 1958.



Les listes et les candidats présentés ou soutenus par la LCR enregistrent de bons scores. 114 de ces listes aux municipales ont dépassé les 5 %, dont 34 les 10 %. Nous sortons de ces élections avec une cinquantaine d'élus. C'est dans des communes ouvrières, populaires, que nous réalisons nos meilleurs scores. Pour ne citer que quelques exemples, prenons le cas de Gennevilliers (92) dans la banlieue ouest de Paris ou nous obtenons 10 % et deux élus. Ou encore la ville industrielle de Sotteville-les-Rouen (76) ou avec nos 14 %, nous obtenons la aussi deux élus. Plusieurs autres exemples de ce type peuvent être cités.

Parallèlement, nous avons soutenu ou présenté 55 candidats aux cantonales. Là aussi, les résultats sont encourageants : nous dépassons les 5 % dans 43 cantons et les 10 % dans onze d'entre eux.

Ces élections marquent donc un fort rejet de la politique de Sarkozy. Nos bons scores sont un encouragement pour tous ceux qui militent contre le patronat et le gouvernement, pour la victoire de nos luttes. Ce score nous encourage également dans notre démarche en vue de construire un nouveau parti anticapitaliste, solide, capable de défendre jusqu'au bout, dans les lycées, les facs, les quartiers et les entreprises, les intérêts des travailleurs.

Malgré sa défaite, Sarkozy a promis une « accélération » des attaques. Pour le faire, il va falloir bien d'autres choses. Il faut que sorte maintenant des urnes, une explosion sociale, une grève généralisée, des manifestations de masse, des luttes déterminées à mettre un coup d'arrêt à la politique de Sarkozy et du patronat.

Axel (Nanterre)

Les prix augmentent... Pas les salaires

La revue 60 millions de consommateurs a confirmé les augmentations de prix que pouvait constater n'importe quelle ménagère faisant ses courses. Elle constate des augmentations allant de 5 à 48 % sur les produits de première nécessité. Face au mécontentement suscité, la ministre de l'économie Christine Lagarde a proposé une « table ronde ». « Les consommateurs ont particulièrement intérêt à comparer les prix et à faire jouer la concurrence », dit elle.



Mais que voudrait dire « faire jouer la concurrence » dans le quotidien des classes populaires ? Elles n'auraient que ça à faire de leurs journées de repos, d'aller gaspiller de l'argent et du temps dans de longs déplacements, en achetant les légumes chez l'un, la charcuterie chez l'autre, les pâtes autre part, les fruits là-bas, etc. ?

De manière générale, c'est le coût de la vie qui n'arrête pas d'augmenter. Alors que les prix flambent, les salaires stagnent, le pouvoir d'achat des classes populaires plonge. Près d'un an après l'élection de Sarkozy qui s'était fait le « candidat du pouvoir d'achat », le masque est tombé. Seul son salaire a augmenté !

Des exemples à suivre

Une augmentation de tous les salaires de 300 euros nets, le SMIC à 1500 euros net, voila ce qu'il faudrait. De ce point de vue, la multiplication des luttes dans les entreprises pour des augmentations de salaires, comme par exemple la grève nationale du 1er février des caissières, la lutte des salariés de la SNECMA, etc., est un signe encourageant. Il faut aller au carton contre les patrons pour les obliger à augmenter les salaires, en prenant sur leurs immenses profits.

Dans d'autres pays comme en Allemagne, des luttes très dures ont permis d'obtenir des augmentations importantes. Les cheminots allemands, après 9 mois de conflits, ont obtenu +11 % et une réduction du temps de travail, sans perte de salaires. Les sidérurgistes ont obtenu +5.2 % et une prime de 200 . En tout, le nombre de grèves entre 2005 et 2007 a progressé de 300 %.

Ce qui pourrait permettre à tous les salariés d'imposer des augmentations de salaire, ce serait de construise une lutte d'ensemble des travailleurs, du public comme du privé, à l'échelle de tout le pays. La dernière fois que les travailleurs ont imposé des augmentations de +30 % en France, c'est exactement il y a 40 ans, en mai 1968. Ce n'était alors qu'un début, aujourd'hui, la lutte continue !

Axel, [Nanterre]

édito

Atteinte d'une tumeur qui lui déformait le visage et la faisait souffrir en permanence, Chantal Sébire voulait mourir dignement. Elle n'en a pas eu le droit.

Atteint d'une débâcle aux élections et souffrant de grèves permanentes, le gouvernement doit avoir ce droit. On sait qu'il ne mettra pas fin à ses jours lui-même. L'injection létale, c'est à nous, jeunes et travailleurs de la faire.

Dans les facs, l'opération campus va créer une université à deux vitesses, dans les lycées les suppressions de postes se multiplient, dans le monde du travail, le gouvernement veut imposer la précarité généralisée avec la réforme du contrat de travail. Face à ces attaques c'est bien un « tous ensemble » que nous devons construire.

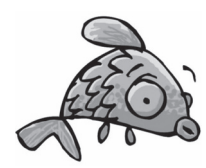
Les profs et les lycéens d'Île de France ont commencé à montrer la voie d'un mouvement généralisé. Dans toute la France et dans tous les secteurs, il faut leur emboîter le pas. Un mouvement d'ensemble de ceux qui subissent la casse des acquis sociaux, la dégradation du pouvoir d'achat et les politiques réactionnaires est nécessaire. Dès ce mois d'avril, un mouvement pour le maintien des 11 200 postes menacés, pour la restauration des BEP et contre la casse de l'Éducation est possible. Un mouvement des salariés pour le pouvoir d'achat l'est également.

Mais si nous pouvons arracher des victoires partielles, il restera difficile de faire plier toutes les politiques antisociales. Si le gouvernement agit ainsi, c'est que le patronat le presse, que la concurrence internationale est rude, que la crise atteint les entreprises. Tant que le pouvoir sera dans les mains d'une minorité de possédants, celle-ci cherchera toujours à faire payer les pots cassés aux plus pauvres.

C'est le capitalisme dans son ensemble qui souffre aujourd'hui de la crise. Il faut s'organiser pour lui permettre de mourir, car il ne mettra pas fin à ses jours tout seul. Construisons un nouveau parti pour faire une injection létale au système !



Information de dernière minute : on nous annonce que Laurence Parisot, dégoûtée par l'UIMM, a pris contact avec le comité pour un nouveau parti anticapitaliste du 16ème arrondissement… Mais ce comité n'existant pas, elle nous prie de lui trouver des camarades. Toute personne intéressée peut joindre les JCR qui transmettront.



Sommaire

Monde

Cuba : ¿ Despues de Didel que ? 4
Colombie : terrorisme d'Etat vs. guerilla 4
USA : les révolutionnaires et les élections 4
Tchad : soutien français à la dictature 5
Palestine : Gaza «La Rebelle» 5
Solidarité avec le peuple tibétain 5

Dossier « Des papiers pour tous ! »

Français-Immigrés : même combat ! 6
Où s'arretera l'escalade ? 6
Lutter au quotidien pour la régularisation 7
Mobilisation dans les bahuts 7

Nouveau Parti

Réunion Nationale Jeunes 5-6 avril 8
Contribution de la Gauche Révolutionnaire 8
Interview de Leila de Génération Précaire 9
Débat sur l'Autonomie de la Jeunesse :
Vers l'autonomie dans le nouveau parti 9
S'organiser en fonction des besoins 9

Formation

La nature humaine :
un obstacle à la transformation sociale ? 10

Kultur

Contre la destruction de la télé publique 11
Spectacle de la Compagnie Jolie Môme 11
Révélations sur la rédaction de RED... 11

Der : Camp de jeunes 2008

Rencontres Internationales de Jeunes 12
Construire un nouveau parti en Italie 12

Monde

Écho des FARC

Un guérillero évoque un sénateur, enlevé par son organisation, dont il a eu la garde en attendant la rançon demandée. *« Il criait, il pleurait : "Pourquoi moi, que va devenir ma famille, que vous ai-je fait ? Je lui ai répondu : "Vous appartenez à la classe politique. À cause de vous, j'ai passé une enfance sans école, sans médecin, dans le plus total dénuement. À cause de vous, ma famille n'a connu que la misère. À cause de vous, je n'ai eu d'autre choix que de prendre les armes. À cause de vous, je mourrai dans ces montagnes. Alors, ne vous plaignez pas. Vous allez passer quelques mois inconfortables, ce n'est pas cher payé." »*

Paru dans l'article « La Colombie d'Ingrid Bétancourt », le Monde Diplomatique, avril 2006

Écho des FARC 2

Un ancien président de la République, M. Alfonso López Michelsen a interpellé la société colombienne sur le thème des « bons » et des « mauvais » :
« Comme celui qui a pris les armes et qui pratique l'extorsion est abominable aux yeux des membres de l'establishment, celui qui, à travers les avantages que lui procure sa position sociale, économique et politique, lutte pour maintenir le statu quo, s'appuyant sur les armes officielles, est également abominable aux yeux de ceux qui militent dans le camp adverse. »
El Tiempo, Bogotá, 22 septembre 2002

Soutien à Orlando Chirino

Au Venezuela, un appel circule pour soutenir la réintégration d'Orlando Chirino dans la compagnie pétrolière publique PDVSA. Chirino est un syndicaliste qui avait appelé à l'abstention pour le référendum du 2 décembre sur le projet Chavez de nouvelle constitution. Chirino et ses camarades affirment qu'il a été licencié suite à cette position.
Il est important d'aider les secteurs indépendants des syndicats et du mouvement ouvrier qui refusent de se soumettre à l'autorité de Chavez. Le « socialisme pour le XXIe siècle » ne signifie rien si les travailleurs et leurs organisations doivent prendre leurs ordres de commandements militaires.

Manifestation antiguerre à New York

Samedi 22 mars, 10000 personnes ont manifesté à New York pour exiger le retrait immédiat des troupes américaines d'Irak faisant échos à celles ayant eu lieu dans plusieurs villes américaines, du Canada, à Londres et à Tokyo à l'occasion du cinquième anniversaire de l'invasion de l'Irak.

Plus de 150000 personnes sont mortes depuis le début de la guerre et il règne en Irak la misère et la répression. Dans le même temps, Bush et ses alliés envisagent d'attaquer l'Iran. Il est temps que cela cesse !

Cuba

¿ Después de Fidel que ?



Le 3 janvier 1959, Fidel Castro entre à La Havane à la tête des forces révolutionnaires cubaines victorieuses. La victoire de la révolution a permis de chasser le dictateur Fulgencio Batista et de mettre fin à l'impérialisme des USA sur l'île. En effet, avant la révolution cubaine, Cuba n'était rien d'autre qu'une colonie des États-Unis.

L'une des premières mesures du régime est de décider l'expropriation et la nationalisation sans compensation des biens américains. Dès 1960, l'embargo commercial des États-Unis contre Cuba vient sanctionner le nouveau régime et rend la situation très difficile pour les Cubains et le pouvoir révolutionnaire nouvellement en place. L'histoire de la révolution cubaine est l'histoire d'un bras de fer entre les États-Unis et Cuba. Pour les États-Unis, Castro est l'homme à abattre et il sera l'objet de 638 tentatives d'assassinat.

Jusqu'à l'effondrement de l'Union soviétique, le soutien mutuel entre Cuba et l'URSS permet à Cuba de faire face à l'embargo tout en réalisant un certain nombre de mesures en faveur de la population cubaine : disparition de l'analphabétisme, gratuité des soins de santé… Avec la chute de l'URSS, Cuba va se retrouver d'autant plus isolée et confrontée encore plus directement aux difficultés liées à l'embargo : les meilleurs médecins de la planète mais aucun médicament dans les pharmacies. L'ouverture accrue au tourisme, décidée par Castro, a vocation à relancer l'économie cubaine mais la contrepartie de ce tournant économique est le développement chez les Cubains d'une vision déformée du monde extérieur, l'impression que tout est mieux ailleurs qu'à Cuba. Or, malgré les difficultés économiques, les dysfonctionnements du régime et en particulier l'absence d'un certain nombre de libertés démocratiques, Cuba reste un pays où la totalité de la population mange à sa faim, dispose d'un logement à coût très réduit, bénéficie d'une éducation et de soins de qualité.

L'après Castro a commencé officiellement le mardi 19 février 2008 avec la publication du dernier message du Commandant en chef annonçant « qu'il n'accepterait pas la charge de président du Conseil d'État et de Commandante en jefe ». En réalité, Fidel Castro avait délégué ses attributions à son frère Raul Castro dès le 31 juillet 2006.

Avec Raul Castro, le régime cubain se dote d'un successeur à la santé aussi fragile que celle de son frère aîné Fidel. La transition ne saurait donc être trop longtemps maintenue. Quoi qu'il en soit, l'après Castro ne devra pas être l'occasion d'une remise en cause des acquis de la révolution cubaine en matière d'éducation, de santé… De même, Cuba devra résister aux diverses offensives impérialistes visant à reprendre directement ou indirectement le contrôle de l'île. « Patria o muerte » (« La patrie ou la mort ») était le slogan préféré de Fidel Castro. Dans la continuité de ce slogan, jamais Cuba ne doit redevenir une colonie des États-Unis.

Mochdidi, |Nanterre|

Colombie : le terrorisme d'État face à la guérilla

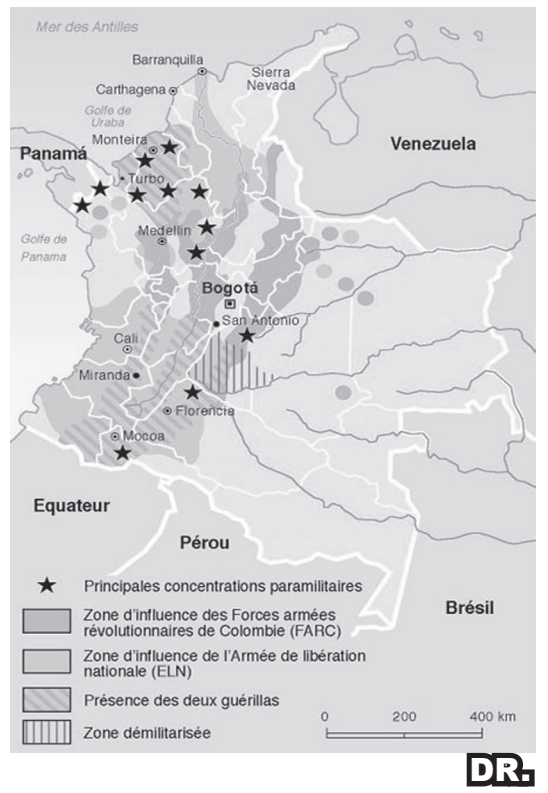
Les FARC (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie) ont été créées en 1966 par des groupes armés de paysans pauvres, luttant pour la terre. Elles se battent sur plusieurs fronts contre l'armée et les paramilitaires d'extrême droite. En 1984, les FARC déposent les armes et lancent un mouvement politique légal : l'Union Patriotica. Après les élections de 1986, 4000 de ses militants sont assassinés. Les FARC reprennent les armes. Depuis, elles continuent le combat, capturent militaires, policiers et responsables de la classe dirigeante dans le but d'un échange avec des prisonniers politiques détenus par l'Etat ou pour des rançons. Récemment, l'armée colombienne a tué deux dirigeants des FARC (Raoul Reyes et Ivan Rios) compromettant la possibilité d'un échange humanitaire.

Le tapage politico-médiatique sur la détention d'Ingrid Bétancourt ne doit pas occulter la réalité du conflit armé et de la répression violente des mouvements sociaux. On présente les FARC comme des terroristes responsables des violences en Colombie. Or, par exemple, en 1999, selon un rapport de l'ONU, 73 % des assassinats étaient imputables aux bandes paramilitaires anti-guérilla.

C'est la guerre sociale qui divise la Colombie. Dans un pays frappé par de violentes inégalités entre classes, toute contestation sociale est sévèrement criminalisée et réprimée. Des centaines de travailleurs sont emprisonnées pour avoir fait grève. Un rapport d'Amnesty International fait état de « 2245 *homicides à l'encontre de syndicalistes entre janvier* 1991 *et décembre* 2006. » L'Association des familles de détenus - disparus (ASFADDES) recense près de 7000 cas de disparitions dues aux escadrons de la mort. En 2007, une enquête a révélé que les services gouvernementaux transmettaient des listes de syndicalistes, militants des droits de l'homme et personnalités de gauche aux paramilitaires. Entre 1997 et 2003, 5 millions de paysans ont été chassés de leurs terres pour y développer la production d'agrocarburants.

Les FARC sont critiquables sur bien des aspects. Cependant, en Colombie, les véritables terroristes sont les gouvernements réactionnaires, à la botte de Washington, qui exproprient les paysans pauvres, matent dans le sang toute contestation sociale et terrorisent les classes populaires pour leur confisquer toutes les richesses. Ce sont les chiens de garde de l'impérialisme américain dans une région où il est de plus en plus menacé, aux frontières du Venezuela de Chavéz et de l'Équateur de Correa, tous deux résolument anti-yankee.

Nicolas, |PRG|



USA : les élections vues par les révolutionnaires

L'ISO (International Socialist Organisation) est l'organisation révolutionnaire la plus grande des US, comptant environ 1000 militants. Elle est engagée dans toutes les luttes sociales qui se passent aux US, principalement dans la lutte contre la guerre en Irak. Plusieurs de nos militants étudiants ont organisé un réseau national antiguerre (Campus Antiwar Network) dans les universités. On a aussi organisé des actions publiques avec Iraq Vétérans Against the War, l'association des vétérans antiguerre.

Malgré cela, le mouvement est encore faible, et n'atteint pas une cohérence nationale que d'autres mouvements ont développée aux dépens de leur indépendance politique. Car même si les principales coalitions nationales antiguerre peuvent organiser des manifestations avec des centaines de milliers de personnes, au moment des élections elles s'engagent dans la campagne aux côtés du Parti Démocrate.

En ce qui concerne le mouvement pour la régularisation des immigrés sans-papiers, la situation est similaire. Depuis les grandes manifestations du 1er mai 2006, qui ont conduit à la défaite de la proposition gouvernementale ultra-réactionnaire qui visait à expulser tous les sans-papiers, il y a peu d'actions nationales. Les organisations pour les droits des immigrés qui hier appelaient les masses à la rue, aujourd'hui appellent à voter pour Obama, sénateur qui n'a jamais défendu les sans-papiers, en se prononçant pour la construction d'une nouvelle barrière entre le Mexique et les US.

Les élections de cet automne seront un verdict sur les huit dernières années de la présidence Bush. Seulement 20 % de la population s'en déclare satisfaite, et la plupart veut le changement. Le Parti Démocrate est prêt à profiter de cela. Le slogan officiel d'Obama est « Change we can believe in » (le changement auquel on peut croire). Malheureusement le « changement » qu'il veut imposer n'est en réalité qu'un changement de président. Bien que la plupart des Américains veuillent un système de santé universel, Obama n'envisage qu'une amélioration de l'accès aux franchises médicales. Il se présente comme le candidat antiguerre, mais sa solution est de laisser en Irak une ambassade américaine aussi grande que le Vatican, avec des troupes qui « aideront » les forces d'ordre irakiennes.

Malgré le « changement » discutable qu'Obama pense amener, l'ISO insiste qu'il ne faut pas tourner le dos à ceux et celles qui pensent voter pour lui aux élections. Il a donné beaucoup d'espoir à des millions d'Américains - jeunes en particulier - qui ont souffert après 8 ans sous Bush et qui désirent en finir avec le passé honteux de racisme étasunien en élisant le premier président noir de l'histoire des US. Beaucoup de ces gens apprendront le rôle tenu par les Démocrates dans l'étouffement des mouvements sociaux en en faisant l'expérience. La tradition américaine de deux partis capitalistes qui alternent au pouvoir, les Démocrates étant les « moins pires », signifie que la majorité des gens à la base démocrate est beaucoup plus à gauche que les dirigeants. Les électeurs de la base assisteront à cette trahison si Obama est élu, et entreront vite en colère. Notre tache est de tisser des liens avec ces gens, dans les mouvements sociaux, tout en dénonçant l'électoralisme comme but politique.

John, |ISO|

Tchad

Grâce au soutien de la France, la dictature se renforce

Dans la foulée du succès militaire obtenu par le président tchadien Idriss Déby, celui-ci fait arrêter et élimine ses opposants politiques.

Plusieurs auraient été exécutés et trois figures marquantes de l'opposition ont été arrêtées par des hommes armés, après la fin des combats. On ignore ce qu'ils sont devenus. Le principal d'entre eux est un ancien chef de l'État en titre, par ailleurs président d'un comité de suivi d'un processus, initié le 13 août 2007, censé aboutir à des élections d'ici à 2009. Le moins qu'on puisse dire, c'est que pour ces futures élections démocratiques c'est mal parti !

Le commissaire européen au Développement a protesté contre l'arrestation des représentants « charismatiques » de l'opposition tchadienne. Quant à l'ineffable Kouchner, il a déclaré : « Maintenant il faut qu'il (le gouvernement Déby) prouve qu'il est vraiment le gouvernement de tous les Tchadiens, et je pense qu'il le fera. » À quoi Déby a répondu de façon lapidaire : « Moi je suis sur le terrain pour sauver le pays, mais je ne m'occupe pas de ces détails. »

Idriss Déby est arrivé au pouvoir en 1990, exactement comme les rebelles qui viennent d'être repoussés ont tenté de le faire, grâce à une colonne militaire en provenance du Soudan. Plus tard, il s'est fait élire président de la République. Encore plus tard, il a fait modifier la Constitution de façon que le nombre des mandats présidentiels ne soit plus limité par la loi.



Enfin, en août dernier, Déby s'est engagé, dans un accord avec l'opposition, a procédé à des élections en 2009. C'est précisément le responsable de la surveillance de la bonne application de cet accord qui vient d'être enlevé.

Le maintien de la dictature doit énormément au rôle de la France dans les affrontements récents contre les rebelles. Selon les déclarations officielles, l'armée française ne serait pas intervenue directement dans les combats. Mais un journal comme La Croix affirme l'inverse : des troupes spéciales françaises auraient pris part aux combats et des officiers auraient coordonné une attaque de l'armée tchadienne. Et il est évident que, de toute façon, le soutien logistique de l'armée française a été déterminant. Ainsi, en « sécurisant » l'aéroport de N'Djaména, sous prétexte de permettre l'évacuation des ressortissants étrangers, les troupes françaises ont permis à l'aviation d'Idriss Déby de disposer d'une base majeure pour ses hélicoptères de combat, qui semblent avoir été décisifs dans les affrontements. Sans compter le ravitaillement en munitions, etc.

Déby peut à bon droit se féliciter que « la France n'a pas failli à ses engagements » et « a tenu ses engagements fortement par rapport à l'agression ». Et rappelons que le ministre français de la Défense, Hervé Morin, a cru bon de se rendre au Tchad pour bien incarner l'alliance française.

Grâce au soutien des Sarkozy, Kouchner, Morin et des militaires français, la dictature d'Idriss Déby, après avoir vacillé, se retrouve peut-être solidement en selle. Idriss Déby pourra, avec son clan, profiter de la manne du pétrole dont l'exploitation a commencé dans le sud du pays.

Molinier, [Argenteuil]

Palestine : Gaza, « la Rebelle »

Le 6 mars dernier, Condoleeza Rice, appelait, comme si de rien n'était, à la « reprise des négociations israélo-palestiniennes » ! Comme le souligne Denis Sieffert, directeur en chef de la revue Politis : « Jamais sans doute la prose diplomatique n'a été plus éloignée de la réalité palestinienne qu'en ces premiers jours de mars 2008. »

De qui vient la violence ?

En effet pendant que la secrétaire d'État américaine invoque le processus de paix d'Annapolis, les habitants des camps de Jabaliya et de Khan Younis, eux, comptent leurs morts. L'opération « Hiver chaud », conduite à Gaza par Israël, a fait plus de 120 morts et 350 blessés. Cette opération est le plus grand massacre depuis le déclenchement de la seconde Intifada en septembre 2000. Plus de la moitié des victimes sont des civils, dont de nombreux enfants.

L'État d'Israël, qui prétend être « le seul État démocratique de la région », impose à Gaza, depuis la victoire du Hamas en janvier 2006 un blocus total. L'accès aux denrées de base est très limité, les coupures d'électricité sont quotidiennes et tout déplacement hors de la bande de Gaza est interdit aux Palestiniens.

Lorsque Mme Rice dénonce la « violence », ce n'est pas celle des avions et des chars israéliens mais celle des tireurs de roquettes. Les bombardements israéliens ont fait dix fois plus de morts en cinq jours que ces fameux tirs de roquette en sept ans ! Quand les pays impérialistes tels que les États Unis ou l'État colon d'Israël évoquent le « processus de paix » il s'agit uniquement d'un prétexte stratégique qui vise en réalité à l'écrasement de tout ce qui pourrait résister au projet colonial israélien.

Combattre la stratégie sioniste

Cette stratégie consiste à détruire tout ce qui résiste aux visées impérialistes en Palestine et dans la région. Ce qui se passe à Gaza n'est donc qu'un scénario à répétition de ce que vit le Liban et avant lui l'Iraq. L'échec des derniers pourparlers au Yémen, entre le Fatah et le Hamas montre encore une fois que les USA représentés par Dayton empêchent tout rapprochement entre les deux fractions, afin d'empêcher les Palestiniens d'unir leurs forces.

L'Autorité palestinienne corrompue participe à l'écrasement de la résistance. Avant la conférence d'Annapolis, Salam Fayyad, premier ministre, envoya à Naplouse des centaines de policiers palestiniens afin d'ordonner aux résistants de rendre leurs armes !

En multipliant les négociations avec Israël, l'Autorité palestinienne participe à l'application du projet sioniste qui est maintenant clair depuis 60 ans : coloniser toute la Palestine, ce qui passe donc par écraser la résistance.

Malgré toutes les attaques, la résistance continue. En janvier dernier, des milliers de Gazaouis ont refusé de se soumettre en brisant le mur les séparant de l'Égypte.

En cette année 2008, anniversaire de la Naqba (« catastrophe » en arabe et qui désigne la création de l'État d'Israël) en 1948, de nombreuses initiatives vont avoir lieu. Nous devons y participer. La lutte du peuple palestinien est devenue partout dans le monde un symbole car ce peuple héroïque n'a jamais cessé de résister face à l'impérialisme et de se battre pour rester libre depuis maintenant 60 ans !

Rola, [Sorbonne-Tolbiac]

Nous reproduisons ci-dessous un texte sur la situation au Tibet (publié sur www.europe-solidaire.org).

Solidarité avec le peuple tibétain

Les manifestations qui ont débuté le 10 mars 2008 au Tibet, et qui ont tourné à l'émeute depuis le 14 mars, sont remarquables tant par leur ampleur que par leur radicalité. Loin d'être confiné à la capitale, Lhassa, elles se sont étendues jusque dans des provinces chinoises limitrophes où résident les communautés tibétaines : des témoins font état d'importantes mobilisations dans le Qinghai, le Gansu, le Sichuan.



DR.

Fait rare, ces émeutes ont parfois pris un tour quasi insurrectionnel. Elles témoignent du désespoir d'une population, de son sentiment d'oppression et de dépossession. En effet, Pékin poursuit dans cette « région autonome » une politique systématique de colonisation de peuplement : le développement des infrastructures (comme la création d'une liaison ferroviaire rapide) est utilisé à cette fin. Ainsi, les Han (l'ethnie chinoise) sont devenus majoritaires au Tibet ; ce sont eux qui, de plus, profitent en priorité du « développement ». D'où la révolte des Tibétains, menacés par ailleurs d'acculturation et d'assimilation forcées. D'où aussi la violence manifestée par quelques « émeutiers » à l'encontre de passants ou de commerçants han.

Les réactions sont particulièrement vives en Asie du Sud. Mais au Népal et en Inde – où siège à Dharamsala le gouvernement en exil et où réside le dalaï-lama – les manifestations de la communauté tibétaine ont été réprimées par la police. Des rassemblements dénonçant la politique pékinoise se sont par ailleurs tenus dans divers pays, dont la France, la Belgique, les Pays-Bas et la Suisse. De nombreuses associations, comme la Ligue des droits de l'Homme, se mobilisent. L'heure est à la solidarité. Il est bien loin le temps où le nationalisme tibétain pouvait être utilisé par l'Occident contre la révolution chinoise. La survie d'un peuple est en jeu.

L'armée chinoise est entrée en action. Selon les sources, la répression aurait déjà fait de plusieurs dizaines à quelques centaines de morts. Pékin fait tout ce qu'il peut pour censurer l'information. La vérité sur la situation au Tibet doit être établie par une commission indépendante. Comme doit être reconnu – y compris par les gouvernements et par l'ONU – le droit à l'autodétermination du peuple tibétain.

Pierre Rousset



Afrique du Sud : mobilisation étudiante

Les étudiants sud-africains se sont mobilisés contre l'augmentation des frais d'inscriptions et la privatisation des logements étudiants prévus par le gouvernement libéral post-apartheid de l'ANC. Les étudiants les plus combatifs sont issus pour la plupart de la classe ouvrière noire. Les enseignants se sont joints à la grève étudiante.
La seule réponse qu'a apporté le gouvernement a été la répression, les flics ayant chargé et arrêté des manifestants. Mais la mobilisation continue.
Cette lutte a lieu dans un contexte de mobilisation de la classe ouvrière sud-africaine contre les licenciements massifs et les coupures d'eau et d'électricité.

Les travailleurs grecs défendent leurs retraites

Alors qu'en France, le gouvernement Sarkozy va bientôt étendre la retraite à 41 anuités pour tous, les travailleurs grecs subissent le même type d'attaque. Et ils ont bien compris que seule leur mobilisation empêchera le gouvernement Caramanlis d'arriver à ses fins. 3 jours de grève générale ont eu lieu depuis le mois de février qui ont complètement bloqué le pays. C'est une des plus importantes mobilisations jamais vues en Grèce. Il est temps, nous aussi, de nous mobiliser pour défendre nos retraites !

Burkina Faso : Appel à la grève générale

Les syndicats du Burkina Faso ont appelé à la grève générale pour les 8 et 9 avril contre la baisse du pouvoir d'achat. Des manifestations massives ont déjà eu lieu dans plusieurs villes du pays. Une « coalition nationale contre la vie chère » regroupant des syndicats, des associations et des partis politiques de gauche s'est formée pour faire entendre les revendications de la classe ouvrière : augmentation générale de 25 % des salaires et des pensions de retraites, contrôle des prix des produits de première nécessité et libération d'un manifestant arrêté lors des manifestations ayant eu lieu en février.

Iran : Répression contre les étudiants

Les Forces de sécurité de l'État ont chargé la réunion publique d'étudiants de la faculté de médecine de Chiraz. Des étudiants se sont fait tabasser et d'autres embarquer pour une destination inconnue.

Ils célébraient le 60ème anniversaire de la nationalisation du pétrole iranien.

Cela faisait deux semaines qu'une grève avait lieu sur la fac contre les mesures répressives du président de l'université et pour exiger sa démission. Il est membre du corps des gardiens de la révolution et avait été nommé par Ahmadinejad après son élection. Depuis la mobilisation s'est amplifiée ce qui a obligé le président à fuir la fac.

Dossier



DR.

Les frontières, c
DES PAPI

Travailleurs français, travailleurs immigrés même patron même combat !

Depuis l'avènement du capitalisme, le patronat surexploite les travailleurs immigrés. Au début du vingtième siècle, ce sont les immigrés polonais qui, en grande partie, travaillent au fond des mines dans le Nord et l'Est de la France. Les immigrés espagnols, portugais, italiens ou africains sont employés dans tout les métiers pénibles tel que la maçonnerie ou l'agriculture. Après la seconde guerre mondiale, le gouvernement organise l'afflux massif de travailleurs immigrés, principalement des colonies, afin de relancer l'économie française et reconstruire le pays, ravagé par la guerre. Ces travailleurs immigrés sont parqués dans des foyers dit « Sonacotra ». D'autres s'installent dans de véritables bidonvilles dans la banlieue des grandes villes. Leurs conditions de vie sont déplorables et la plupart d'entre eux sont privés de toute une série de droits élémentaires. C'est de ces foyers que s'organisera, en France, la résistance contre le colonialisme français en Algérie. Dans les années 70, une série de révoltes a lieu dans ces foyers, avec l'apparition de formes d'organisations des travailleurs immigrés à travers les syndicats mais aussi des associations d'immigrés (comme l'association des travailleurs maghrébins de France).

Des conditions de vie et de travail odieuses

Aujourd'hui les travailleurs sans-papiers vivent sous la peur permanente des rafles et des expulsions, sont privés de tous les droits élémentaires (sécurité sociale, revenu minimum, droit au logement, etc.). Les patrons en profitent et les emploient avec des payes en dessous du SMIC, avec des horaires de travail démentiels, des conditions désastreuses, tout cela pour faire toujours plus de profits. Les travailleurs sans-papiers ne peuvent pas se plaindre, puisque les patrons n'hésitent pas à utiliser le chantage à la dénonciation. Il y a eu de nombreux cas où l'inspection du travail a retrouvé des sans-papiers, logés dans des bungalows pour le moins insalubres, sans eau ni électricité, qui étaient obligés de travailler près de 15 heures par jour par le patron qui les hébergeait.

Malgré ces conditions proches de l'esclavagisme, des sans-papiers se sont organisés syndicalement et des grèves ont eu lieu, aboutissant à des victoires pour certaines d'entre elles.

Des grèves pour la régularisation des sans-papiers

En 2006, à la blanchisserie industrielle Modeluxe de Chilly-Mazarin (91), une grève menée conjointement par les 160 travailleurs français et immigrés de l'entreprise a duré une semaine et à aboutit à la régularisation des 18 sans-papiers de l'entreprise.

En 2007, 36 salariés sans-papiers de la chaîne de restauration Buffalo Grill ont occupé le restaurant de Viry-Châtillon (91) aboutissant là encore des régularisations.

Des plaintes de travailleurs saisonniers de l'agriculture, principalement maghrébins, ont également eu lieu dans le Sud l'année dernière, provoquant la fermeture administrative de plusieurs exploitations.

Cette année à également eu lieu une grève au restaurant de la Grande Armée à Paris où là encore les travailleurs sans-papiers ont obtenu leur régularisation.

À chaque fois, c'est grâce au soutien de la CGT que ces grèves ont pu avoir lieu et gagner. En février, l'UL CGT de Massy (91) a organisé un meeting pour la régularisation des travailleurs sans-papiers réunissant 400 personnes dont de nombreux travailleurs sans-papiers. Encouragés par ces grèves victorieuses, nombre d'entre eux se sont syndiqués et sont désormais prêts à agir contre leur employeur.

Malgré ce contexte, la direction confédérale CGT a reculé sur cette question, retirant de la liste de ses revendications la régularisation de tous les sans-papiers au profit de la « régularisation des travailleurs sans-papiers » provoquant la démission de 4 membres du secrétariat antiraciste de la confédération.

Dans le monde, une classe en lutte

Ce problème n'existe pas qu'en France ou en Europe occidentale. En début d'année, près de 40 ouvriers du bâtiment sri lankais ont été expulsés des Émirats Arabes Unis pour avoir fait grève. C'est également le cas d'ouvrières chinoises en Roumanie. Des expulsions massives de travailleurs bangladais ont également eu lieu à l'île Maurice.

En 2006, une grève générale des travailleurs latinos a eu lieu aux États-Unis contre une loi raciste de Bush.

Le problème des travailleurs immigrés se pose aujourd'hui pour l'ensemble du mouvement ouvrier international rendant encore plus d'actualité le mot d'ordre que Marx lança au dix-neuvième siècle « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous ! »

Molinier, [Argenteuil]

Lancement du Réseau Université Sans Frontières sur Paris 8

Le 28 février dernier s'est tenu à Paris 8 une réunion de lancement du Réseau Université Sans Frontières local. La création de ce réseau est apparue d'autant plus nécessaire à Paris 8 vu la forte présence d'étudiants étrangers (plus de 30 %) et de sans-papiers. Cette réunion a été un réel succès avec 90 à 100 personnes présentes. Les interventions de la tribune et de la salle étaient très combatives, plusieurs sans-papiers ont relaté leur expérience et pour certains évoqué la volonté de s'investir dans le réseau. La réunion s'est finie sur la volonté de mobiliser pour la manif du 5 avril et celle d'organiser des formations pour enrichir les permanences juridiques déjà existantes. Une semaine après, une réunion d'organisation de l'activité concrète a eu lieu avec 22 personnes prêtes à s'investir. Depuis, RUSF Paris 8 compte 140 contacts et a mis toutes ses forces vers l'organisation de la manif du 5 avril.

Elsa, [St Denis]

Où s'arrêtera l'escalade ?

Depuis 2002, les politiques liberticides à l'encontre des immigrés ont passé la vitesse supérieure. Successivement Sarkozy, De Villepin et Hortefeux se sont attachés à intensifier la pression sur les sans-papiers. Aujourd'hui le gouvernement Sarkozy projette, à l'occasion de la future présidence de l'Union Européenne par la France de réaliser le même genre de mesures à l'échelle européenne afin d « harmoniser » la traque aux étrangers.

Précariser pour mieux frapper...

Les lois sur l'immigration depuis les lois Pasqua de 1993 obéissent à deux principes. D'abord la précarisation accrue des conditions de vie des immigrés, ensuite l'intensification des expulsions.

En 2006 pour répondre au premier principe, Sarkozy a révisé le CESEDA (Code de l'Entrée et du Séjour du Droit d'Asile). L'objectif de cette mesure est de répondre aux intérêts économiques et patronaux par le moyen de l'exploitation au travail des étrangers. La volonté de rendre corvéable la main-d'œuvre immigrée s'accompagne de la détermination d'empêcher tout soulèvement contre cette politique xénophobe. Cela se traduit concrètement par la suppression de la carte de séjour de tout travailleur étranger qui sera licencié. Cette loi prône également le concept d' « engagement républicain », tout étranger vivant en France devra se soumettre aux valeurs de cette république raciste. L'alternative est de marcher droit sous peine d'être menacé d'expulsion. En plus d'être xénophobe, cette loi intègre le concept néocolonial par l'intermédiaire du slogan « immigration choisie ». En somme ce mot d'ordre encourage le « pillage des cerveaux » des pays du Sud.

L'ensemble de la loi CESEDA, qui précarise et muselle, a facilité la mise en place des lois Sarkozy et des logiques d'intensification des expulsions, et des lois Hortefeux qui confirment et durcissent les précédentes, avec la politique de quotas et l'objectif de 26000 expulsions par an. Hortefeux et son ministère aux consonances pétainiste empreinte même certaines attitudes du régime de Vichy. On pense par exemple aux tests ADN dans le but de réduire le regroupement familial. Il y a également la remise en cause du droit du sol à Mayotte ou encore les rafles avec entre autres celle qui a eu lieu dans le 13ème arrondissement de Paris le 12 février dernier. Sans compter la police envoyée dans les écoles pour enlever les enfants sans-papiers. Ce sont autant de conséquences concrètes à cette politique d'agression.

Sarkozy veut étendre ses politiques anti-immigrés à l'Europe

Le 1er juillet 2008 la France va prendre la présidence de l'Union Européenne. Sarkozy a pour principal objectif d'aligner les politiques d'immigration de l'Europe sur le modèle français. C'est-à-dire intégrer la politique de quotas, moduler l'immigration en fonction de l'exigence patronale, pour cela précariser les conditions de vie et de travail des étrangers et, bien entendu, accroître la pression sur cette population.

Cependant, l'Union Européenne n'aura pas attendu la présidence de la France pour adopter des mesures répressives à l'encontre des immigrés. L'Europe forteresse est déjà une réalité et est en voie de conforter cette posture. Un plan dévoilé le 13 février dernier va dans ce sens. Il prône pour les ressortissants non-européens la soumission à des données biométriques pour entrer dans l'UE. C'est une proposition qui dit lutter contre l'immigration et le terrorisme, ce qui montre au passage l'amalgame intolérable qui est fait entre terroristes et immigrés.

Que ce soit au niveau national ou européen, ces politiques visent à stigmatiser l'immigration et à la rendre responsable des inégalités accrues, cela dans un seul but : l'enrichissement des élites.

Samuel, [Strasbourg]



Lutte à Enghien (95)

Une semaine avant les vacances d'hiver, quelques professeurs du lycée Gustave Monod (95) annoncent une nouvelle : Inès, élève de seconde, a reçu une Obligation de quitter le territoire français avec toute sa famille. Ce lycée n'est qu'un cas parmi d'autre comme à Jean Jaurès où étudie la sœur aînée d'Inès.

Une bonne partie des lycéens s'est mobilisée dès l'annonce de la nouvelle avec des professeurs, le personnel du lycée. Des assemblées générales menaçaient d'un blocage.
La sœur aînée d'Inès a obtenu un visa provisoire pour finir ses études, le reste de la famille est convoqué à la Préfecture. Si la mère n'obtient pas une promesse d'embauche dans les semaines qui viennent, toute la famille risque d'être expulsée.

Menel, [Enghien]

Rennes : la mobilisation paie

La mobilisation lycéenne a payé à Rennes. Contre l'expulsion de Julio, angolais de 16 ans, que la préfecture accusait d'avoir falsifié son âge et d'avoir plus de 18 ans, des lycées de Rennes se sont mobilisés. Des manifestations ont eu lieu tous les jours pendant une semaine avec entre 500 et 1000 lycéens à chaque fois. Julio a été régularisé à tire « exceptionnel et humanitaire ».

c'est l'arme des patrons...

ERS POUR TOUS !

Lutter au quotidien pour la régularisation

Pour les sans-papiers, la situation se détériore de jour en jour. Il est urgent de prendre conscience de la réalité : arrestations massives, violences policières, contrôle au faciès et intimidation croissante des sans-papiers et de leurs soutiens.

Le CSP 59, l'un des comités sans-papiers les plus actifs de France, a ainsi subi récemment de nombreuses manœuvres d'intimidation visant clairement la démobilisation. Certains dirigeants du mouvement ont ainsi été placés en garde à vue, accusés sans preuve de «trafic d'influence», avec perquisition de locaux et de domiciles. Et on ne peut oublier le suicide de John Maïna, jeune kenyan de 19 ans, qui s'est pendu le 15 février après le rejet définitif de sa demande d'asile. Il était menacé de mort dans son pays d'origine en proie à la guerre civile…

Une seule solution : la mobilisation !

Pour protester contre les conditions de détention déplorables au centre de rétention administrative (CRA) de Vincennes (manque de nourriture, de chauffage, provocations racistes et islamophobes diverses comme le service de viande non hallal ou un Coran déchiré…), les sans-papiers se mobilisent durement : grèves de la faim, confrontations directes avec les forces de l'ordre, émeutes…

Contre les efforts de démobilisation du gouvernement et les lois qui visent à durcir le traitement des immigrés (directive européenne qui fait passer à 18 mois la durée d'incarcération en CRA), il est indispensable de se mobiliser auprès des comités de sans-papiers. Il faut continuer à populariser leur lutte, à afficher notre soutien inconditionnel pour leur cause et amplifier encore la lutte quotidienne que nous menons à leurs côtés ! Relayons leurs appels (marche nationale des sans-papiers le 19 avril !) et participons massivement aux divers rassemblements devant les préfectures et les Centres de Rétention Administrative partout en France.

Être réactifs

Les rafles s'effectuent abusivement, même aux yeux de la loi : les refus de séjour sont régulièrement non motivés et les décisions gagnées au tribunal sont nombreuses. Il est donc nécessaire de se rapprocher des associations de soutien comme le COVIAM (Comité de Vigilance des Alpes-Maritimes) avec lequel travaillent des avocats très compétents dans le droit des étrangers. Mais n'oublions pas que seule une mobilisation d'envergure lors des décisions de justice peut permettre de créer le rapport de force, de dépasser la loi et ainsi d'empêcher les expulsions. À Rennes, un jeune lycéen angolais avait été arrêté et menacé d'expulsion. Pendant une semaine, 300 à 800 élèves ont manifesté et forcé le préfet à régulariser la situation « à titre exceptionnel et humanitaire ». La lutte paye !

Un travail de longue haleine

Seule une mobilisation au quotidien pourra donc venir à bout de cette politique raciste du gouvernement.

Pour que la mobilisation soit forte, elle doit être menée par les sans-papiers eux-mêmes. Mais les militants qui ne le sont pas ont un rôle à jouer : recensement de cas, aides à monter des dossiers, accompagnement lors des convocations à la Préfecture… Faire ce travail de suivi de dossier est nécessaire pour que les sans-papiers eux-mêmes se connaissent, se rassemblent, s'organisent. C'est ce qui se fait dans le cadre des Réseaux éducation et université sans frontière (RESF / RUSF) ou de permanences syndicales, comme à la fac de Nanterre (permanence « étudiants étranges » de l'UNEF).

Il est donc nécessaire d'articuler le travail militant sur la longue durée, la mobilisation de masse et les actions immédiates de solidarité. Il faut également ne jamais oublier que ce sont les sans-papiers eux-mêmes qui mèneront efficacement leur lutte, tout en créant des réseaux de soutien les plus larges et unitaires possibles.

Romain, [Lille] et JB, [Nanterre]



coll IISG

Mobilisation dans les bahuts



Sarkozy et son ministre des « rafles » Brice Hortefeux ont lancé une véritable chasse aux clandestins. Ils prévoient 26000 expulsions par an ! Chaque jour des arrestations des plus brutales sont menées contre les sans-papiers de la porte des écoles aux domiciles en passant par les lieux de travail.

Des mobilisations victorieuses

En 2006, une mobilisation a eu lieu au lycée Valmy de Colombes (92) permettant sa régularisation alors que son expulsion avait déjà eu lieu. Plusieurs cas ont éclaté simultanément dans plusieurs lycées parisiens et une coordination lycéenne s'était mise en place permettant l'organisation d'une série de manifestations lycéenne début 2007.

Aujourd'hui encore des bahuts se mobilisent contre l'expulsion des sans-papiers. Dans le 13ème arrondissement de Paris, mardi 5 février quelque 400 flics bouclent le quartier et entrent et rafles 104 personnes dans un foyer de travailleurs migrants ! Le lendemain un rassemblement est organisé pour exiger leur libération et a réuni environ 2000 personnes. Les jours suivants, 150 lycéens du quartier se mobilisent et se rassemblent devant la Mairie. L'opposition à la politique violente de Sarkozy et son gouvernement existe !

D'autres exemples de mobilisation face aux arrestations ont été constatés, notamment sur le lycée Gustave Monod à Enghien (95) où une élève de seconde, Inès, a reçu une obligation de quitter le territoire avec toute sa famille. Beaucoup de lycéens se sont mobilisés ainsi que plusieurs professeurs et membres du personnel dès l'annonce de la nouvelle pour la défendre et la soutenir (voir ci-contre).

Pour un mouvement d'ensemble !

Ces exemples démontrent que la mobilisation contre l'expulsion des lycéen-ne-s sans-papiers paye. Mais cela n'est pas suffisant, nous devons exiger la régularisation de tous les sans-papiers et pour gagner il nous faut mener un vaste mouvement d'ensemble.

Abel, [Rodin], Harry [Monet], Menel [Monod]



DR.

Des cartes de séjour pour les ouvriers agricoles !

Vingt et un ouvriers agricoles étrangers travaillant dans les Bouches-du-Rhône ont saisi le Tribunal Administratif de Marseille le 19 février. Ils souhaitent obtenir le renouvellement de leur autorisation de travail et une carte de séjour de salarié.

Le collectif Défense des travailleurs étrangers dans l'agriculture (CODETRAS) estime à 4000 le nombre de travailleurs étrangers, essentiellement maghrébins, qui viendraient chaque année œuvrer pour l'agriculture du département. Majoritairement Marocains et Tunisiens, ils sont employés pour certains depuis plus de 25 ans, huit mois par an…
Ces personnes sont considérées comme des saisonniers mais chaque année, leur contrat de six mois est prolongé jusqu'à huit mois, avec des dérogations qui n'ont plus rien d'exceptionnel. En réalité, ce sont des travailleurs permanents mais ils ne bénéficient d'aucun des droits qui vont avec ce statut.

Répression

Romain Durand, militant du réseau Réseau Éducation Sans Frontières et de la CNT dans le Jura a été condamné à 800 euros d'amende pour « outrage » alors qu'il avait écrit un mail dans lequel il comparait la politique de Sarkozy à la politique de discrimination raciale opérée par le gouvernement de Vichy.

La criminalisation des luttes ne suffisait plus, ils veulent maintenant interdire la critique si elle ne prend pas les formes voulues par le gouvernement.

Des sans-papiers arrêtés en préfecture

Jeudi 13 mars, Alejandro Saceldo, un Colombien en situation irrégulière s'est rendu à la Préfecture de Nanterre (92) pour y déposer un recours contre son Obligation de quitter le territoire français (OQTF). Il a été interpellé dans le bureau où on le recevait !

Ces procédés sont monnaie courante dans toutes les préfectures. Un tel manque de loyauté ne saurait nous étonner, mais il appelle une réaction.
D'ores et déjà, on peut signer une pétition contre les pièges odieux des Préfectures sur http://www.contreimmigrationjetable.org

5 et 6 avril

Réunion nationale des jeunes pour le Nouveau Parti



Elle se tiendra tout d'abord pour mettre en commun les discussions ayant eu lieu dans tous les comités locaux jeunes pour le Nouveau Parti. Ces échanges doivent permettre de commencer à participer à la définition des bases politiques du parti dont nous avons besoin : que veut dire être anticapitaliste, pas seulement en théorie mais en pratique ? Faut-il un parti de militants ou d'adhérents ? Comment construire une force ancrée à la fois dans le monde du travail en France et réellement solidaire des luttes dans le monde entier ?

Débattre… et construire !

Cette réunion sera aussi l'occasion de faire le point sur la construction des comités. Comment faire pour en construire là où il n'y en a pas encore ? Comment impliquer les jeunes intéressés par le projet et les rendre maîtres du processus ? La rencontre ne sera donc pas seulement un lieu de débats suspendus en l'air, mais devra servir à construire au mieux les comités en échangeant les expériences pratiques. Espérons que cette rencontre permettra également de commencer à construire un outil national : plus qu'une somme de comités qui agissent chacun de leur côté, une force de frappe capable d'intervenir de manière cohérente dans les luttes au niveau national.

Mettre la jeunesse au centre du processus de construction du Nouveau Parti

Il est clair que les jeunes sont une des couches les plus réceptives à l'idée d'un Nouveau Parti anticapitaliste. Suite aux luttes des dernières années, une nouvelle génération politique a commencé à faire ses premières armes dans les lycées, dans les facs et aussi dans les entreprises. Et à la fois, il existe des problèmes particuliers rencontrés par la jeunesse. Au travail, à l'école, dans la famille, dans la rue les jeunes subissent des injustices, des discriminations. Les jeunes ont des rythmes de mobilisations particuliers : nous sommes bien souvent les premiers à réagir et à pouvoir entraîner les travailleurs. Nous devrons donc discuter les 5 et 6 avril de comment faire pour que la jeunesse, la « flamme de la révolution » soit à la fois au cœur du processus de construction du Nouveau Parti et ait la possibilité d'intervenir sur les questions qui lui sont propres.

Tous à Saint-Denis les 5 et 6 avril !

Xavier, [Nanterre]

Création d'un Comité Jeune à Lille pour un Nouveau Parti Anticapitaliste !

Suite à plusieurs réunions publiques autour de la question de la création d'un nouveau parti anticapitaliste et révolutionnaire, des lycéens, des étudiants et des jeunes travailleurs ont pris l'initiative de créer un comité jeune sur Lille pour regrouper ceux et celles qui souhaitent s'investir dans le processus.

Le comité se réunit désormais toutes les deux semaines avec une discussion qui nous permet d'approfondir sur un sujet particulier (« quel projet de société », « quel rapport aux institutions », « internationalisme »). Le comité permet à tous/tes de s'investir dans le processus et entre chaque réunion, nous nous divisons en 3 commissions. Une qui prépare la prochaine discussion du comité, une qui se charge d'élaborer le matériel (tract, affiche, ...) et une dernière qui se charge de préparer et d'organiser la réunion suivante (ordre du jour, objectif, rappel des personnes intéressées ...) et l'activité (distribution de tract…). À chaque réunion il y a de plus en plus de personnes et le processus est véritablement lancé !

Keira, [Lille]

Lancement du comité jeune d'Argenteuil

Après une série de réunions publiques sur des bahuts, un comité jeune a été lancé sur la ville. Il rassemble les JCR, des ex-sympathisants de LO, des ex-MJS, des militants d'une association de jeunes du Val d'Argent (quartier populaire d'Argenteuil dont fait partie la cité de La Dalle) et des inorganisés pour qui c'est la première expérience politique. Un appel local jeune va être lancé et diffusé sur tous les bahuts de la ville.

Le comité se réunira tous les 15 jours et participera aux assemblées générales NPA d'Argenteuil, qui rassemble les comités qui existent ou vont se créer (comité de ville, comité « militants de boîte », comité de Bezons, comité de Franconville).

Nous avons également décidé de nous tourner dès à présent en direction des luttes en apportant notre soutien et en construisant les mobilisations autour de l'expulsion d'une lycéenne sans-papière, qui a été victorieuse, en mobilisant et participant au rassemblement lors de la journée internationale des femmes du 8 mars.

Molinier, [Argenteuil]



Contribution de la Gauche Révolutionnaire (GR)

Pour un nouveau parti de lutte contre Sarkozy et le capitalisme !

Depuis l'arrivée de Sarkozy à l'Élysée, il ne cesse de multiplier les attaques. Il s'autorise une augmentation démentielle de son salaire (+ 172 %), et les prix des biens de consommation courante ne cessent d'augmenter.

Les bons scores des partis d'extrême gauche montrent que nous sommes de plus en plus nombreux à ne pas vouloir de cette politique.

Cette colère a du mal à s'exprimer vraiment. Les anciens partis ouvriers comme le PS se sont transformés en partis bourgeois au service de la classe dominante. Les directions syndicales font tout pour freiner les luttes. Ce qui manque à la classe ouvrière c'est un outil politique indépendant qui lui permettrait de s'organiser contre la politique de Sarko. Cet outil est nécessaire depuis des années, c'est désormais une véritable urgence.

Créer un nouveau parti des travailleurs et de la jeunesse

La LCR a annoncé vouloir un nouveau parti anticapitaliste. Le congrès de la LCR en janvier a renouvelé cela annonce. Il est largement temps de commencer une véritable construction de celui-ci. Il faut, partout, des réunions ouvertes, annoncées publiquement, afin de permettre à tous ceux qui veulent lutter contre Sarkozy, contre le capitalisme, de participer aux discussions sur le nouveau parti.

Ce nouveau parti doit s'adresser à un maximum de travailleurs et de jeunes non-organisés. Il devra être un parti capable de discuter de la stratégie pour organiser les luttes. Il devra être clairement anticapitaliste : c'est-à-dire qu'il devra montrer que tout ce que nous subissons aujourd'hui découle du système capitaliste et donc pose le débat sur l'alternative à ce système.

Le rôle que peut jouer la jeunesse dans la construction d'un nouveau parti

La jeunesse aura un rôle très important. C'est une des couches les plus combatives de la société. Il y aura besoin de toute son énergie pour construire un nouveau parti. Nous sommes pour des campagnes et des luttes spécifiques de la jeunesse : contre la suppression des BEP, la réforme du Bac, ou les lois de privatisation des Universités.

Et nous sommes pour que les jeunes puissent faire leurs propres expériences. Un nouveau parti devra permettre de manière souple que se combinent ces deux approches : construire un nouveau parti des travailleurs et développer dans chaque secteur spécifique (jeunesse mais aussi les oppressions comme le racisme, le sexisme, etc.) une activité et un programme. La jeunesse ne devra donc pas se contenter d'intervenir juste dans son secteur mais aussi se lier aux travailleurs.

Développer la nécessité d'une alternative au capitalisme

Un nouveau parti se construira s'il est un instrument démocratique de lutte, d'organisation et de débat. Nous proposons que les revendications soient un plan de défense des travailleurs : de vrais emplois avec des salaires décents pour tous et toutes, des logements décents…

Ce parti doit permettre de débattre de l'alternative au capitalisme. Ce système ne connaît que la loi du profit. Un des débats centraux devra être : comment organiser une économie qui permette de satisfaire les besoins de tous et toutes ? Le débat sur la construction du socialisme sera central, un nouveau parti se construira s'il est une véritable alternative.

Les réunions qui ont lieu en ce moment doivent être le lieu où l'on discute cela : quelle campagne mener dans la jeunesse pour construire un nouveau parti, quel programme pour celui-ci ?

C'est dans ce sens que la Gauche révolutionnaire a accueilli favorablement l'appel de la LCR et participe au maximum à l'émergence d'un parti de lutte contre Sarkozy et le capitalisme.

Pour la GR, Sarah et Matthias

Interview de Leila Chaibi,
militante au collectif Génération Précaire



RED : En quoi consiste le collectif Génération Précaire ?

Leila : Le collectif Génération Précaire a été créé en septembre 2005, en réaction à la situation d'exploitation que subissent les stagiaires : mi-étudiants mi-travailleurs, ils forment un sous-salariat légal et beaucoup d'entreprises ne pourraient tourner sans eux. Beaucoup sont déjà diplômés mais travaillent gratuitement ou pour des indemnités dérisoires, malgré leurs qualifications ils sont corvéables à merci. Les stagiaires sont « l'armée de réserve » des patrons, ils sont mis en concurrence avec les autres salariés et occupent des postes qui bien souvent pourraient être occupés par des travailleurs sous contrat. Combien y a-t-il d'emplois déguisés derrière les 800 000 stages réalisés chaque année ?

Il y a un véritable vide juridique dans la situation des stagiaires qui ne sont pas reconnus dans le code du travail, et ne peuvent pas cotiser à l'assurance chômage ni pour leur retraite, n'ont pas droit aux congés payés. Les stagiaires ne sont pas des salariés, ils n'ont pas le droit de grève.

Face à cela, très peu de stagiaires sont syndiqués ou organisés collectivement, la plupart subissent la situation en espérant être embauchés à l'issue de leur formation.

À l'origine du collectif Génération Précaire, un appel lancé sur Internet en 2005 par Cathy, 32 ans et déjà 12 stages à son actif, à la « grève des stagiaires ». Cet appel a eu un fort écho, beaucoup de stagiaires se sont reconnus dans la dénonciation de cette situation dramatique. Un réseau s'est constitué, un site Internet a été monté puis nous avons créé le collectif.

La première apparition publique de Génération Précaire a été lors de la manifestation du 4 octobre 2005 sur le pouvoir d'achat. Les stagiaires défilaient habillés de noir avec un masque blanc, afin de symboliser la non-reconnaissance de notre statut. Le masque sert aussi à protéger l'anonymat, de nombreux stagiaires risquaient d'être renvoyés de leur lieu de stage ou de voir leur future carrière professionnelle anéantie s'ils étaient reconnus dans notre cortège.

Suite à cette première apparition remarquée, nous avons continué les « flash mob' », des actions spectaculaires et fortement médiatisées visant des entreprises « stagiophages » où les stagiaires sont particulièrement exploités, et représentent jusqu'à 30 % du personnel ! Lors de la période des soldes, nous avons réalisé une déambulation dans les galeries Lafayette, masqués et portant des pancartes : « Travailleurs en soldes : stagiaires. », « 30 % du SMIC ». Nous sommes aussi intervenus dans des restaurants d'entreprises, en distribuant des tracts aux salariés pendant les pauses repas. L'écho de ce type d'action est généralement bon, aussi bien auprès des salariés que des clients.

RED : Comment le collectif Génération Précaire intervient-il pour soutenir les stagiaires subissant des abus de leurs employeurs ?

Leila : Depuis la création de Génération Précaire, nous avons reçu plusieurs centaines de messages de stagiaires, dénonçant des situations inacceptables et victimes de l'arbitraire des responsables du lieu de stage ou de l'employeur.

Nous avons soutenu des stagiaires se retournant contre leur employeur, lorsqu'un stage correspondait à un travail relevant normalement d'un emploi salarié. Il est possible de poursuivre l'employeur aux prud'hommes pour requalification de la convention de stage en contrat de travail, le stagiaire doit alors prouver que le travail fourni correspond à un contrat de travail. Cette procédure juridique est généralement longue, peut durer jusqu'à 2 ans et le résultat est incertain. Très peu de stagiaires choisissent cette voie.

Nous portons une série de revendications pour l'amélioration des conditions de travail des stagiaires : 50% du SMIC à partir du premier mois, avec progressivité de la rémunération en fonction de la durée ; l'inscription des stagiaires dans le code du travail avec les droits liés (chômage, retraite, congés payés, etc.) ; et enfin un véritable encadrement pédagogique, pour éradiquer le sous-salariat et redonner au stage sa valeur pédagogique.

RED : La LCR et les JCR ont lancé la campagne pour la construction d'un nouveau parti anticapitaliste, qu'en penses-tu ?

Leila : Génération Précaire est un collectif non lié à une organisation politique particulière, mais ensuite chacun est libre de ses opinions. Personnellement, j'ai voté Olivier Besancenot aux dernières présidentielles.

Je ne connais pas en détail le programme de la LCR, et je n'ai pas lu Trotski. Maintenant, je trouve intéressante la démarche de construire un parti anticapitaliste, indépendant du parti socialiste et des institutions. Aujourd'hui, le PS évolue clairement vers la droite, il y a vraiment un espace politique à remplir.

Propos recueillis par Romain, [Vitry]

Débat

Vers l'autonomie de la jeunesse dans le nouveau parti

La jeunesse est une force...

La jeunesse joue un rôle important dans la construction des luttes qui se multiplient depuis 1995 (LMD, Fillon, CPE, LRU). Elle est souvent, également, à la pointe des batailles dans le monde du travail. Elle est très combative et a des rythmes spécifiques de mobilisation. Il y a une plus grande disponibilité à la lutte car un jeune est moins imprégné par l'idéologie dominante et ne porte pas le poids des défaites passées. Au quotidien, la jeunesse subit une oppression spécifique : à l'école, dans la famille au travail (moins rémunérée), elle est stigmatisée (violences policières) et subit des attaques spécifiques (réformes de l'éducation, CPE). Pour toutes ces raisons, la construction d'une organisation de jeunesse autonome en lien avec le parti est nécessaire pour capter ces rythmes, entraîner les jeunes à lutter, convaincre des idées révolutionnaires, que les luttes soient plus combatives, qu'elles donnent confiance et entraînent les travailleurs dans la mobilisation.

... dans le Nouveau Parti aussi !

Dans les JCR et la LCR, des débats ont lieu sur la place des jeunes dans le nouveau parti (NP) mais un constat est partagé : la jeunesse est centrale pour affronter la classe dirigeante et elle doit prendre une place importante dans la construction du NP. C'est l'occasion de proposer à tous les jeunes qui luttent de s'organiser sur la durée afin de construire un parti à l'image des luttes actuelles. Aujourd'hui, l'intervention de notre courant dans la jeunesse est divisée : aux JCR, dans des « secteurs jeunes » de la LCR ou jeunes isolés dans la LCR. Ce n'est pas satisfaisant. Nous voulons travailler à l'unifier pour être à la hauteur des enjeux face aux attaques contre la jeunesse.

Dans cette optique, une motion proposée par les JCR et la LCR a été votée au dernier congrès de la LCR (janvier 2008) pour commencer à réfléchir aux formes que pourrait prendre cette intervention dans le NP. Elle propose que tous les jeunes soient membre du parti pour que tous puissent prendre part à sa création. Toutefois, les jeunes seraient rassemblés dans un secteur jeune autonome et national qui déciderait de la politique à mener vers la jeunesse avec notamment des instances jeunes de la base au sommet (direction séparée des « vieux »). L'objectif de la construction d'une organisation de jeunesse autonome est ouvert. Nous pensons que c'est indispensable pour se donner réellement la possibilité de construire un mouvement d'ensemble.

Léa, [lycée Camus] et ***Rosa***, [Nanterre]

Les jeunes et le nouveau parti, s'organiser en fonction des besoins

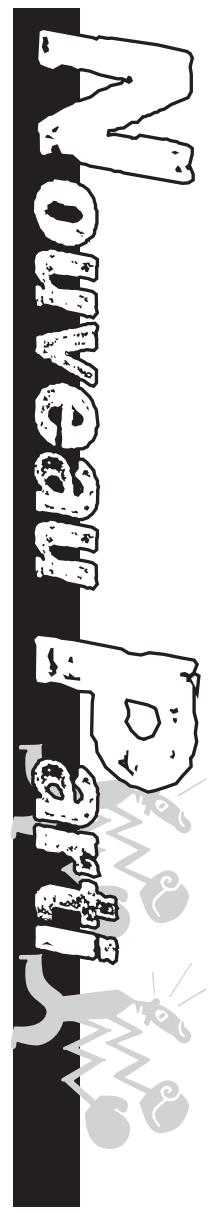
Depuis plusieurs années, la jeunesse est, en France notamment, au centre des luttes de masse. La victoire du CPE en 2006 est dans une large mesure le produit de la combativité des étudiants et des lycéens. Cet automne le mouvement contre la LRU a encouragé et donné confiance aux cheminots. Toutes les semaines un lycée ou un amphi se mobilise contre une expulsion. En fait l'intervention des jeunes dans les luttes sociales peut devenir un critère déterminant pour la victoire du mouvement.

L'appel de la LCR pour construire un nouveau parti anticapitaliste est aujourd'hui un outil pour se regrouper et essayer de faire le lien entre les différentes luttes. Notre capacité à nous unir largement ces prochains mois pour construire une stratégie contre Sarkozy sera un autre élément déterminant. L'intervention des jeunes dans la construction de cette nouvelle force est centrale pour entraîner l'ensemble du mouvement en avant.

De même que la jeunesse a pu jouer un rôle de détonateur social et mettre en confiance la classe, une des conditions de réussite pour la construction d'une nouvelle force est de mettre les jeunes au cœur du nouveau parti : les mouvements dans la jeunesse de ces dernières années contribuent à créer une nouvelle génération de militants. Ce nouveau parti doit permettre de donner à tous ceux qui luttent un cadre d'élaboration et d'initiative. Pour permettre à cette nouvelle force de donner confiance dans l'ensemble de la société, ce nouveau parti devra regrouper l'ensemble de ceux qui luttent contre cette société. Une organisation de jeunes serait un obstacle à l'élaboration collective.

Il nous est nécessaire de proposer un cadre d'engagement qui nécessite le moins de préalables possible. Ainsi, construire un nouveau parti et une organisation de jeunesse autonome présuppose d'être convaincu de la nécessité d'une organisation spécifique des jeunes. Il nous faut construire une seule force, mais la dynamique autour de nous prend son appui sur des questions partielles ou sectorielles : il s'agit des luttes et des mouvements sociaux. Cela signifie que nous devrons nous coordonner sur les facs lors des prochains mouvements étudiants. Ainsi, nous devons nous organiser en fonction, non de l'âge, mais de notre milieu d'intervention, autour par exemple d'un secrétariat étudiant.

Gildas, [Jeune LCR Rennes]



Réunion «Mai 68» au Mans

22 mars. 40 ans après, une date clé pour une réunion publique. Alors que le gouvernement tente la négation d'une révolte marquée dans les esprits, la réunion a été l'objet d'une présentation globale du capitalisme, de deux topos et d'un débat. Au total 27 personnes présentes, dont 15 contacts. Tous ne sont pas restés jusqu'à la fin.
Topo : Qu'est-ce que le capitalisme ? Le lien entre le capitalisme et les luttes contre l'homophobie et les formes d'oppression religieuses n'est pas évidente pour tout le monde .
Marie-Claude ancienne membre du comité central des JCR, présente à Nanterre et au Mans en mai 1968, a retracé les moments clés de la lutte. Une « irruption volcanique » et non pas « les évènements », terme qui minimise, selon elle, la portée politique de mai 1968.

Tirer un bilan politique de mai 1968 n'est pas évident. Mais ce que l'on peut en retenir, c'est déjà l'affirmation de la jeunesse comme moteur des luttes, la nécessité d'un parti de masse pour créer les conditions de la révolution et les prémices de nouvelles luttes : féminisme, combat des normes sexuelles…

Après quelques discussions sur le rôle du PCF à l'époque, le débat a rapidement transité sur la question du NPA. L'étiquette pose aussi des questions pour de nouvelles personnes. « Anticapitaliste » pour l'instant, peut-être « révolutionnaire », qu'en est-il du « communisme ». Comment nous positionnons-nous sur ces étiquettes, qui actuellement appartiennent à la Ligue et aux JCR. Dernier point important : la question de la violence pour les révolutionnaires. Comment prétendre à une révolution pacifique ? Est-ce possible et doit-on seulement être défensif ?

La réunion manquait encore d'organisation. Certaines personnes se sont montrées satisfaites de pouvoir aborder des questions essentielles, souvent peu développées dans les réunions…

Nora, [Le Mans]

Fondation

La nature humaine,
un obstacle à la transformation sociale ?

Des pays riches qui pillent l'Afrique, des salaires qui ne permettent pas de vivre, des oppressions sexistes, homophobes, racistes qui perdurent… Les raisons de vouloir changer ce monde ne manquent pas. Les JCR militent pour une transformation révolutionnaire de la société et pour la construction d'un monde plus juste, débarrassé de l'exploitation : vaste projet… Que certains jugent irréalisable. « Le communisme ça ne peut pas marcher, vous ne changerez pas la nature humaine ! » Voilà un discours récurrent de la part de nos collègues de boulot, de nos camarades de fac et de lycée. Rien ne peut changer, c'est la faute à la nature humaine…

Cet argument imparable sert surtout ceux qui se sont bien accommodés du système pour nier toute possibilité d'un changement qui leur serait nuisible ; ou encore ceux qui en arrivent à réduire le socialisme à une vulgaire gestion de ce même système.

Si on les écoute, il existerait donc des caractéristiques communes à tous les êtres humains ; des traits universels et innés qui feraient que l'Homme agirait partout et toujours de la même manière. L'être humain serait alors naturellement mauvais, égoïste ; la soif de pouvoir, l'exploitation seraient inscrits dans ses gênes dès la naissance. En conséquence, le capitalisme serait l'horizon indépassable qui correspondrait à cette nature imparfaite de l'espèce humaine.

La théorie de la nature humaine a toujours été invoquée pour justifier un ordre dominant et empêcher le progrès social : au Moyen âge, les nobles étaient supérieurs au reste de la population « par nature ». Les États européens ont longtemps justifié la colonisation et ses crimes par une supposée « infériorité naturelle » des peuples colonisés. Aujourd'hui encore, ce concept de nature humaine sert à justifier toutes les dominations : capitaliste (« Y'aura toujours des dominants et des dominés… »), sexiste (« Les femmes sont faites pour élever les gosses, c'est leur instinct maternel qui veut ça »), homophobe (« L'homosexualité c'est contre nature ! »)…

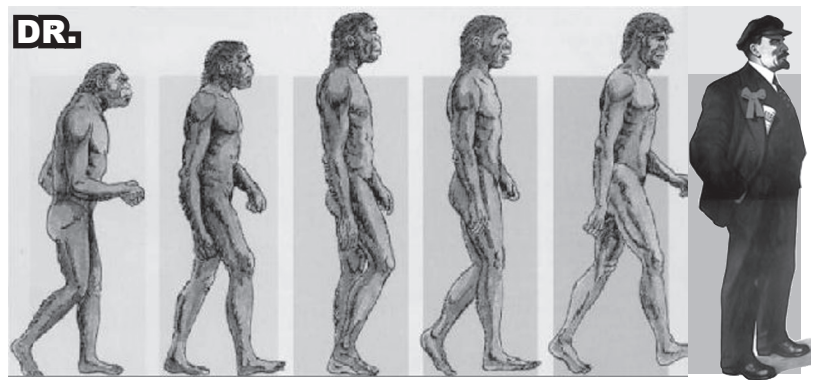
Cette ineptie de la nature humaine est l'alibi parfait de tous les régimes dominants et des gens qui en profitent et veulent les conserver : ils font passer la nature de ces régimes pour la « loi naturelle ». En plus de légitimer l'exploitation et l'oppression, l'idée de nature humaine leur permet de décrédibiliser tout changement : si ce système injuste est le fruit d'une nature humaine dominatrice, alors il est impossible de le changer. Chassez le naturel et il revient au galop : toute expérience sociale alternative mènerait automatiquement à un résultat similaire voire pire. C'est mathématique !

La nature humaine, ça n'existe pas !

Si l'on considère l'histoire occidentale récente (avènement d'un capitalisme barbare, dictatures, colonisations, échec ou dégénérescence des Révolutions…) il est facile de se laisser persuader de l'universalité de l'égoïsme. Mais ce n'est pas parce qu'un système triomphe qu'il est le seul possible, encore moins qu'il est le fruit d'une nature humaine immuable. En fait il n'y a pas de « nature humaine immuable ». Au contraire, les traits qui caractérisent l'humain varient. Changez d'époque, de lieu, observez un autre peuple ou une autre classe sociale : les comportements changeront.

Comme le fait remarquer John Molyneux (1), l'homosexualité était considérée dans l'antiquité grecque comme la forme suprême d'amour, aujourd'hui, on ne cesse de la décrier comme « contre-nature ». Voilà qui prouve bien toute la relativité de ce qu'ils appellent « nature humaine ». Les peuplades nomades sibériennes décrites par Kropotkine nous fournissent un autre exemple. Pour ces peuples, il était parfaitement « naturel » de tuer les plus anciens du groupe et de les manger. Dans le monde occidental, on aurait du mal à considérer comme « naturel » le fait d'exécuter les retraités pour s'en nourrir ! Si les nomades de Sibérie mangeaient leurs vieux, ce n'est pas parce que telle était leur « nature », mais parce que leurs conditions matérielles d'existence l'exigeaient : menant une vie rude dans une région pauvre en ressources, il était absolument nécessaire, pour la survie du groupe de se débarrasser des individus qui devenaient inaptes au travail (et de les manger pour tenir le coup pendant l'hiver). Cette pratique était une nécessité matérielle qui s'est imprimée dans les mœurs, à tel point qu'elle paraissait « naturelle ». Mais le fait que d'autres sociétés, comme la nôtre, considèrent le cannibalisme comme « contre-nature » et criminel montre bien que ce que certains appellent « nature humaine » n'est qu'une somme d'habitudes, de comportements, de normes qui n'ont rien d'innés. Le cannibalisme n'était pas dans la « nature » des nomades sibériens, mais déterminé par leurs conditions de vie.

Ce qui fait que l'on agit de différentes manières, que l'on peut être égoïste ou solidaire, raciste, belliqueux, fraternel, ce sont les conditions sociales, la réalité qui nous entoure. Dans un monde où la course au profit est érigée en valeur suprême, il est logique que beaucoup aient un comportement individualiste et se livrent au jeu de la concurrence. Cela n'a rien à voir avec une quelconque « loi naturelle ». Si au boulot, la direction agite la carotte de la prime au mérite ou au rendement, il n'est pas surprenant que des salariés essaient d'écraser leurs collègues pour gravir les échelons. Cet égoïsme n'a rien de « naturel » il découle simplement d'une des stratégies des capitalistes qui consiste à diviser les travailleurs et à hiérarchiser la société. Ce que certains appellent « nature humaine » n'est que la conception capitaliste de l'Homme : égoïste et soumis au profit. Elle n'est pas universelle mais construite par la société capitaliste elle-même, par les conditions sociales qu'elle impose. Il est donc possible, en changeant ces conditions sociales, de modifier les comportements humains.



Changer le monde, c'est possible… Et nécessaire !

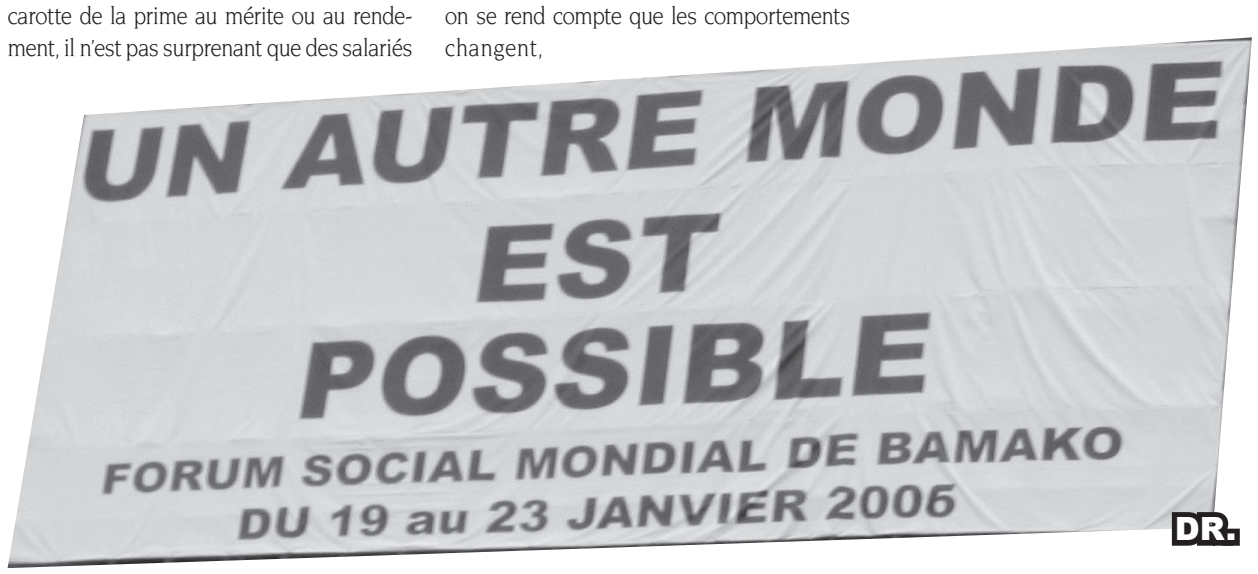
Il n'y a donc pas d'obstacle « naturel » à un changement révolutionnaire de ce système qui nous exploite. Mais cela ne veut pas dire qu'il se fera tout seul. On a vu comment les capitalistes essaient de nous faire croire que leur système est le produit d'une « nature humaine égoïste et immuable ». Il est important de combattre ce mensonge mais il ne faut pas tomber dans l'erreur inverse : on entend souvent que « la nature humaine est altruiste » et que « le capitalisme ne durera pas car il va à son encontre ». Cela revient à croire que le capitalisme tombera tout seul et que les Hommes vivront dans une harmonie spontanée dès qu'on laissera s'exprimer leur « vraie nature ». Hélas cela n'est pas aussi simple. L'Homme n'est ni mauvais ni bon, il est ce que les conditions sociales font de lui. À nous de créer de nouvelles conditions sociales qui permettront un monde plus juste pour tous.

L'Homme tel qu'il est construit par la société capitaliste n'est peut-être « pas prêt » à une société véritablement démocratique. Mais quand on participe à une lutte massive, on se rend compte que les comportements changent, que les solidarités se développent quand les jeunes et les travailleurs prennent conscience de leurs intérêts communs et les défendent collectivement. Chaque expérience de ce type nous donne une idée plus précise de comment nous pourrons bâtir une société où les travailleurs prennent ensemble les décisions qui les concernent (AG souveraines, coordinations) sans les déléguer à des politiciens professionnels (rotation des mandats) où l'économie est orientée vers les besoins et non plus vers le profit, où les moyens de production ne sont plus accaparés par une minorité qui exploite les autres mais où les richesses sont réparties équitablement.

Ce changement que nous désirons est possible (le capitalisme n'est qu'un mode de production parmi d'autres), nécessaire (ce système maintient des milliers de personnes dans la misère alors qu'on produit assez pour tout le monde) et il arrivera tôt ou tard. Pas parce que le capitalisme est « contre-nature », mais parce qu'il ne pourra pas résister éternellement à ses contradictions internes (surproduction, paupérisation, chômage de masse, crise financière…) son effondrement est une nécessité historique, à nous de le hâter et de préparer ce qui suivra.

Clément, [Metz]

(1) http://tintinrevolution.free.fr/fr/molyneuxnature.htm



Non à la destruction de la télévision publique !

Sarkozy a annoncé qu'il souhaitait supprimer la publicité sur les chaînes publiques.

Il essaye de faire croire qu'il voudrait faire des chaînes publiques des chaînes de qualité. Il est vrai que les coupures systématiques par de la pub sont des plaies pour les spectateurs et on ne pourrait, à première vue, qu'approuver cette mesure.

Les choses sont plus compliquées

Les recettes publicitaires représentent près de 30 % du financement de la télévision publique. La redevance télé, taxe d'environ 120 euros payée par les spectateurs, représente 66 % du financement.



Supprimer la publicité de cette façon revient à priver les chaînes publiques de 30 % de leurs financements, soit près de 840 millions d'euros par an. Ces chaînes iront chercher de l'argent ailleurs pour compenser cette énorme perte. Il va donc falloir s'attendre à une forte augmentation de la redevance télé, faisant plonger encore plus le pouvoir d'achat des classes populaires. En plus, il faudra prévoir la privatisation partielle des chaînes publiques pour que de grands actionnaires milliardaires puissent remplir les caisses et prendre en conséquence, en charge la gestion de ces chaînes. Ce qui voudra dire l'arrêt des émissions culturelles et éducatives jugées « non rentables », des suppressions de postes, et bien sûr, un contrôle – une censure en clair – de la part de ces actionnaires sur le contenu des émissions.

L'arrêt de la publicité sur les chaînes publiques constitue un beau cadeau à Martin Bouygues, PDG de TF1, chaîne privée, première chaîne française en termes de marché publicitaire (54 %). Cela voudrait en effet dire que les publicitaires devront se replier sur les chaînes privées de ce type et remplir les caisses de Bouygues, plutôt que celles des chaînes publiques. C'est donc un cadeau de Sarkozy à son ami Bouygues qui raflera presque tout le marché !

Les salariés de l'audiovisuel sont en lutte pour empêcher cette destruction masquée de la télévision publique. Quant à faire que la télévision publique soit de qualité, le problème ne serait pas seulement de supprimer la publicité, mais de donner à ces chaînes les moyens financiers de jouer pleinement leur rôle d'information et de culture, en prenant sur les profits des entreprises, des grands actionnaires, en augmentant la redevance télé des foyers les plus riches ainsi que les subventions de l'État. Pour Sarkozy, il n'est absolument pas question de mener une telle politique. Il va donc falloir de nouvelles grèves et des manifestations.

Axel, [Nanterre]

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur RED...

Sans jamais oser le demander !

Vous êtes nombreux à nous écrire pour savoir qui fait ce journal. En général on ne vous répond pas. La rédaction a trop de pudeur pour cela. Et puis on ne voudrait pas se prendre des pierres quand on croise un lecteur dans la rue (heureusement ça n'arrive pas souvent) Aujourd'hui, on vous dit tout !

Face aux difficultés financières que connaît notre organisation politique, le comité de rédaction a été délocalisé à Taïwan, où des enfants de 8 ans écrivent des articles à la chaîne, grâce à des logiciels de rédaction automatique. Le problème de ce logiciel est qu'il termine toujours les articles par des appels à la révolution… Nous avons bien menacé les ouvriers de les priver de nourriture s'ils ne faisaient rien pour que les articles cessent de se ressembler, mais rien n'y a fait.



Évidemment, la rédaction continue d'être active. C'est elle qui élabore les thèmes.

Pour la page Monde, nous avons adopté le fonctionnement dit des "fléchettes" : nous accrochons une carte du monde sur un mur et nous choisissons les pays dont nous parlons en fonction de là où tombent les fléchettes que nous lançons.

Pour le dossier, nous avons adopté le système dit de la roulette : une dizaine de thèmes sont inscrits et le hasard décide pour nous lequel sera traité. Certes, on se retrouve souvent avec les mêmes dossiers d'un mois sur l'autre. C'est pour cette raison que nous faisons en sorte que les lecteurs ne rachètent jamais le journal. Une exception : les militants des JCR qui sont forcés de s'abonner et de le lire. La rédaction met un point d'ordre à vérifier que le contenu est bien assimilé par chaque camarade.

Des interrogations écrites, des exposés, des QCM ont lieu chaque semaine. Les mauvais lecteurs peuvent subir des châtiments extrêmes, comme devenir eux-mêmes membres de la rédaction.

Une telle sanction n'est jamais sans conséquence : chaque mois, plusieurs membres du comité mettent fin à leurs jours en relisant le journal. Parfois, ils craquent même avant, par exemple lorsque, à la fin du week-end de rédaction ils rappellent pour la 20ème fois les auteurs retardataires pour avoir leurs articles.

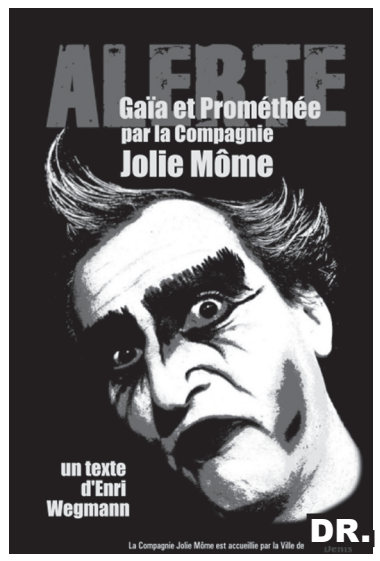
Alors, lecteur, lorsque tu lis ce journal, tiens compte du sang, de la sueur et des larmes qu'il a coûté et que tu as acquis pour un euro.

La rédaction, [Taïwan]

L'actualité de la Compagnie Jolie Môme

Un spectacle : le temps est compté...

Après 25ans d'existence/résistance, Jolie Môme a encore frappé avec Alerte Gaïa et Prométhée joué à la Belle étoile, une salle magnifique. On est d'abord surpris : des alexandrins, pas de chants révoltés ou d'accordéon. Nous voilà au cœur d'une pièce où l'auteur, Enri Wegmann revisite la mythologie : Prométhée, le rebelle qui a donné feu et connaissance aux hommes contre la volonté de Zeus subi sa colère, mais Hermès perverti les hommes avec le commerce, la concurrence, l'exploitation. Pendant ce temps, Gaïa (interprétée avec brio, finesse et humour par Sylvie Lartaud), la Terre mère souffre sous le nucléaire et la pollution. Non, le môme n'a pas viré chez les Verts ou pire, vrillé hippie, il reste grotesque, sarcastique et enragé. Et malgré un mélange des registres parfois déstabilisant, on est plutôt embarqué : l'alerte sonne et pour sauver notre bonne vieille Gaïa il faudra arracher jusque dans ses racines pourries. Attention l'œil de Chronos (Temps) est impitoyable… Mais l'Histoire est entre nos mains et le môme ne l'a pas oublié !



Une lutte : « Si j'avais su… J'y serais allé »

En 2005 au cours d'une lutte, de dangereux intermittents se sont invités au siège de la CFDT pour en savoir plus sur « les accords » signés par la CFDT avec le gouvernement. Deux ans après, deux d'entre eux, dont Michel Roger (Jolie Môme) sont mis en examen pour violation de domicile à la demande de la CFDT. C'est gauche ! Soutenons-les : signez la pétition sur www.cie-joliemome.org.

Rosa, [Nanterre]

Qui sommes-nous ?

Nous luttons pour **une société débarrassée de toute exploitation et aliénation,** pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est. Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'**une rupture radicale avec l'ordre existant.** Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente…

Nous sommes partie prenante de **toutes les luttes** contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes **internationalistes** parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut **lutter dans l'unité,** s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

Abonnez-vous ! Prenez contact !

° Je veux m'abonner au journal (à partir du numéro ….) pour 10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de APEIJ)

° Je veux des informations sur les Rencontres internationales de Jeunes (du 26 juillet au 1er août dans l'État Espagnol)

° Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Total: …. euros
Chèque à l'ordre de APEIJ

Je veux commander :
…. brochure(s) Jeunes Travailleurs (1 euro l'exemplaire)
…… carnet(s) de Chants de luttes (1 euro l'exemplaire)
……. brochure(s) sur le Black Power (1 euro l'exemplaire)
……. brochure(s) sur Rap et Révolution (1 euro l'exemplaire)
……. brochure(s) sur Che Guevara (1 euro l'exemplaire)
……. brochure(s) sur Mai 1968 (1 euro l'exemplaire)

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil

Nom ….
Prénom ….
Adresse ….
Code postal ….
Ville ….
Téléphone ….
e-mail ……

JCR : jcr@jcr-red.org
Rédaction : red@jcr-red.org
www.jcr-red.org
01 48 70 42 30

25èmes Rencontres Internationales de Jeunes

Du samedi 26 juillet au samedi 2 août 2008. Près de Barcelone, dans l'État espagnol. Inscription : 135 euros

En avril, ne te découvre pas d'un fil. En mai, fais ce qu'il te plaît. En juin, passe tes examens… Et en juillet-août, viens aux RIJ coûte que coûte !

Il fera chaud cet été près de Barcelone pour les 25ème Rencontres internationales de jeunes. Des centaines de jeunes venus de toute l'Europe, mais aussi des quatre coins du monde pour échanger, débattre, se former mutuellement, discuter des expériences militantes de chacun… Un peu comme un camp scout, mais sans les uniformes et surnoms ridicules, sans chef, sans messe et avec bar, discothèques et, pour la première fois !, une piscine ! Non, en fait cela n'a rien à voir avec un camp scout, sauf pour les tentes…

Les RIJ sont surtout une échéance politique. On le sait, nos ennemis n'ont pas de frontière. Là où les sans-papiers sont refoulés à l'entrée d'une Europe-forteresse, les capitaux, les marchandises, les armées n'ont aucun problème à se balader de par le monde. Et les capitalistes d'échanger entre eux sur les moyens de mater les rébellions, de faire passer des reculs sociaux énormes, de mettre à genoux des peuples…

Mais ils n'y arrivent pas toujours ! De plus en plus, les politiques impérialistes et néolibérales sont contestées. La conscience qu'un autre monde est possible, et surtout nécessaire, se développe. De nouveaux partis anticapitalistes naissent. Des luttes fleurissent. Il est nécessaire de les coordonner, comme le font les capitalistes.

Les RIJ permettent de voir ce que sont les autres réalités, de tisser des liens de camaraderie avec des gens du monde entier, de lancer des campagnes internationales… C'est un espace où nous mettons en œuvre nos conceptions de la société : les tâches (nettoyage, bar…) sont prises en charge par les participants, on évite tout comportement sexiste, raciste, homophobe… Et on s'amuse tout en apprenant !

Une semaine à ne pas manquer pour quiconque veut en finir avec ce système !

JB, [Nanterre]

Pour t'inscrire, il suffit de nous envoyer tes nom, prénom, adresse et téléphone, et 20 euros d'arrhes à : JCR, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil. Ou par mail à : rij@jcr-red.org



Dehors la base militaire, Troupes hors d'Afghanistan



Discuter de la situation en Italie... pour comprendre ce qui se passe ici !

Les Rencontres Internationales de Jeunes, qui auront lieu cet été du 26 juillet au 1er août vers Barcelone, sont avant tout l'occasion de rencontrer des militants membres d'organisations communistes révolutionnaires, construisant comme nous la convergence des luttes anticapitalistes, féministes, écologistes, anti-impérialistes… bref, des camarades ou des sympathisants de la IVe Internationale. Le cadre formateur et festif à la fois des RIJ permet de multiplier les débats collectifs ou informels entre militants et donc d'échanger nos points de vue, nos expériences et de construire ensemble l'approche globale et les dynamiques communes qui peuvent renforcer nos luttes. D'où que l'on soit les adversaires restent les mêmes, et les problématiques rencontrées par nos camarades ailleurs peuvent nous permettre de comprendre, d'analyser, voire de prévoir ce qui peut arriver ici. Ainsi, cette année, il sera particulièrement important de rencontrer nos camarades italiens.

Depuis longtemps les liens entre les contextes politiques des deux côtés des Alpes sont forts… ils le sont encore plus aujourd'hui. Entre Sarko et Berlusconi, on ne sait plus bien qui est le reflet de qui, les deux s'adorent et ont le même goût pour : le contrôle des médias, l'enrichissement personnel grâce aux fonds publics, les milieux d'affaires, l'offensive ultra-libérale et tout le fatras populiste, raciste et catho… Pour ce qui est du Modem et du PS, ils ne se cachent pas d'être allés chercher à Rome leur modèle de reconstruction ou de fusion social-démocrate : le modèle de leur stratégie commune est le nouveau Partito Democratico qu'ont fondé Veltroni et Prodi, une alliance du centre et de la gauche gouvernementale permettant à cette gauche de museler électoralement tous ceux qui refusaient encore le libéralisme (parti héritiers du PCI, extrême gauche).

Aux RIJ, il sera intéressant de discuter de ces évolutions qui permettent de comprendre le contexte de recomposition politique qui s'annonce en France. Mais, plus encore, nous pourrons tirer du parcours des camarades Italiens des enseignements riches pour notre dynamique de construction du nouveau parti anticapitaliste et révolutionnaire. Dès sa fondation en 1991, ils ont participé au Partito della Rifondazione Comunista (créé pour rassembler militants anti-libéraux et anti-capitalistes de divers horizons en pleine période de crise du mouvement ouvrier… une sorte de Die Linke).

Après avoir été le parti des mouvements sociaux (Gênes…), Rifondazione a fait le choix de se ranger derrière le social-libéral Prodi pour les élections du Parlement en 2006 malgré l'opposition de nos camarades de la IVe Internationale (Bandiera Rossa) qui ont créé l'association Sinistra Critica au sein et en dehors du PRC. Malgré le bilan désastreux de Prodi (continuité de la politique de régression sociale, raciste et impérialiste de Berlusconi, trahison de toutes les attentes des mouvements sociaux)et le gros boulot de Sinistra Critica qui menait l'opposition à cette politique tant au Parlement que dans la rue, la bataille au sein du PRC a été difficile. Très minoritaires et isolés (moins de 7 % du PRC, un peu plus chez les jeunes), nos camarades ont affronté une majorité pro-gouvernementale qui a usé de toutes les vieilles ficelles staliniennes héritées de l'ex-PCI pour les faire taire.

Finalement en décembre 2007, Sinistra Critica est parvenue à sortir du PRC en perdant le moins de personnes possible en route et en convaincant pas mal de sympathisants de la nécessité de lancer un véritable parti anticapitaliste en Italie qui ferait, contrairement au PRC, le choix de l'indépendance vis-à-vis des sociaux-libéraux… c'est tout le sens du nom Sinistra Critica, la « Gauche Critique ». Une gauche radicale et militante aussi : nos camarades ont très largement mené le mouvement pour fermer la fac de Sciences Humaines de Rome à la venue du pape le 17 janvier, ils ont en grande partie construit les grosses mobilisations pour défendre l'avortement libre et gratuit depuis février, enfin ils tentent de dynamiser les luttes syndicales et sont les animateurs du mouvement antiguerre avec leur sénateur Turigliatto, symbole au Parlement de l'opposition aux prolongements de la politique berlusconienne par Prodi.

Aujourd'hui, bien que fragile encore, Sinistra Critica se présente dans tout le pays pour les législatives d'avril, et mène une campagne remarquée avec Flavia d'Angeli (34 ans, enseignante précaires) comme tête de liste.

Antoine, [groupe jeune LCR Limoges]